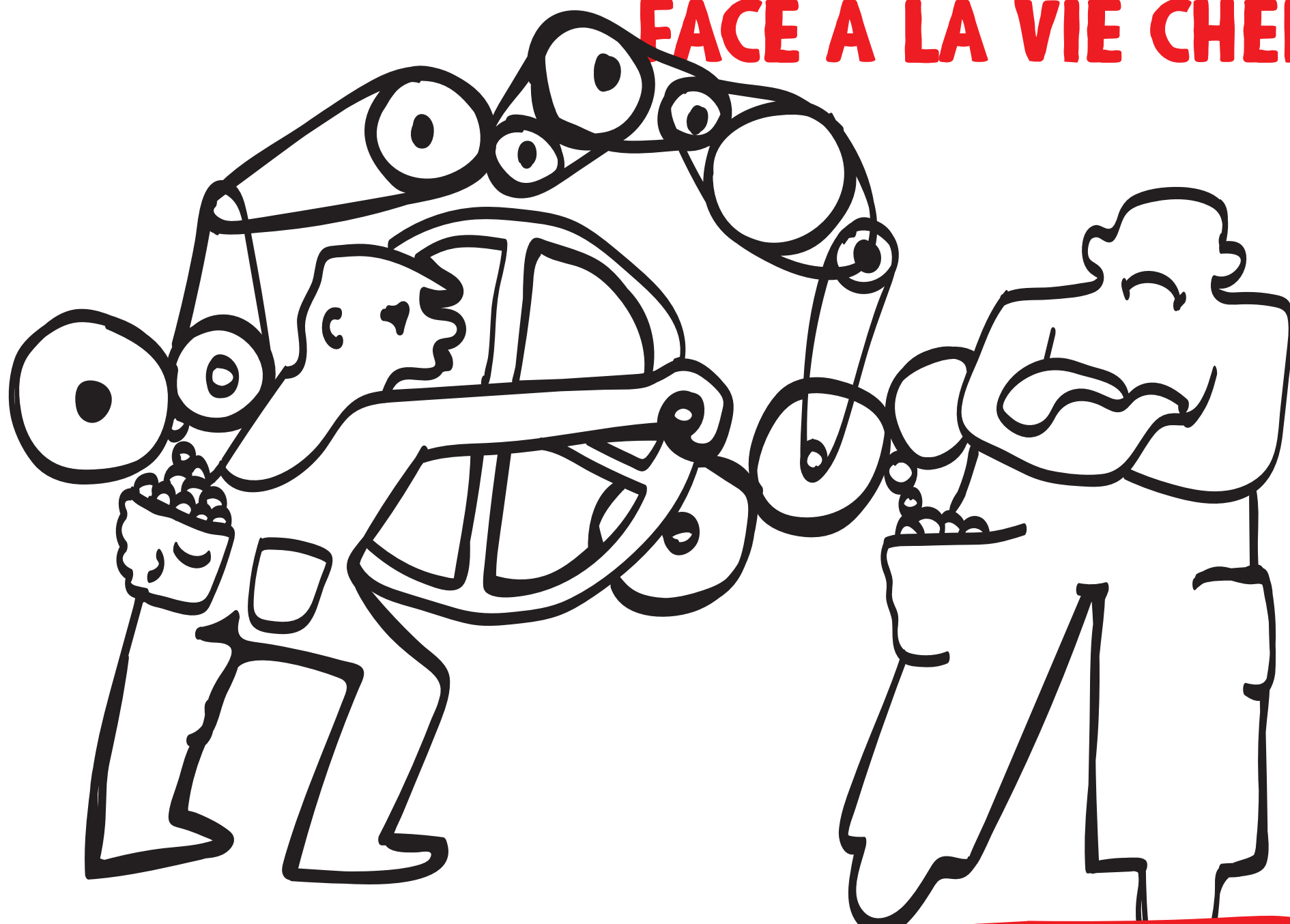


FACE À LA VIE CHÈRE



AUGMENTER

LES SALAIRES ET LES REVENUS, PRENDRE SUR LES PROFITS

Dossier

**APRÈS LA TRAGÉDIE DE
MELILLA: EN FINIR AVEC
L'EUROPE FORTERESSE!**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Un gouvernement de crise
Page 2

PREMIER PLAN

Covid-19. Un gouvernement
inactif face à la 7^e vague
Page 3



ACTU INTERNATIONALE

USA. Au Texas aussi, les
frontières tuent Page 4

LIBRE EXPRESSION

Appel urgent à la solidarité
financière envers la Birmanie et
les Philippines, le Pakistan et le
Bangladesh, l'Indonésie Page 12



édito

Par NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Un gouvernement de crise

Lundi, l'annonce du mini-remaniement gouvernemental a fait pschitt. Quoique lâchement dilué dans la mécanique de ce remaniement, on se réjouira du départ de Damien Abad accusé de plusieurs viols. Pour le reste, ce manège de playmobils ne vaut que pour ce qu'il réfracte, à savoir les graves difficultés de la macronie et ses conséquences potentielles. Alors qu'elle avait profité de la crise des anciens partis de gouvernement en 2017, la macronie a pour l'instant échoué à faire émerger de leurs décombres une grande force libérale-autoritaire « centrale » capable de stabiliser le jeu politique à moyen terme. Son élection par défaut à la présidentielle et la gifle qui a suivi aux législatives le montrent : Jupiter-Macron n'est plus tout-puissant, ni « maître des horloges » ni assuré de mettre en œuvre sans difficulté sa politique. Comme institution de la 5^e République, l'Assemblée nationale reste faible et peu représentative. Mais dans ce contexte de crise politique où le président n'a pas de majorité, elle va occuper une place plus importante. Avec une dimension positive, l'augmentation notable des députéEs LFI et l'unité – pour l'instant maintenue – de la Nupes... Mais aussi pour le pire, avec un nombre élevé de députéEs RN et un rapport de forces global très favorable à toutes les nuances de droite, jusqu'à l'extrême. C'est donc au palais Bourbon (et plus à celui de l'Élysée) que va se jouer la politique – au moins – des prochains mois, la dissolution planant à moyen terme. Mais plus encore, c'est bien l'instabilité qui prime : de la crise politique à la crise institutionnelle, cela pourrait précipiter le pire, vers un régime irrémédiablement autoritaire. Mais une telle crise peut aussi gripper une machine qui ne pourra être combattue que par nos mobilisations, nos luttes dans la rue, sur nos lieux de vie, de travail et d'études. Quand ceux d'en haut ne peuvent plus et que ceux d'en bas ne veulent plus, alors une brèche peut s'ouvrir...

BIEN DIT

– Vous voulez que demain le Polynésie quitte la République française ?

Non je voudrais que la République quitte la Polynésie française, ce n'est pas la même chose. Le peuple Mā'ohi, le peuple polynésien est une civilisation de 3000 ans d'existence. La colonisation c'est une parenthèse dans notre histoire, c'est 200 ans.

TEMATAI LE GAYIC (député indépendantiste de Polynésie), France 2, 3 juillet 2022.

À la Une

FACE À LA VIE CHÈRE Augmenter les salaires et les revenus, prendre sur les profits

« Pouvoir d'achat », « pouvoir d'achat », ne cessent de nous seriner Macron et le gouvernement. En réalité, derrière l'écran de fumée, se joue une offensive de grande ampleur pour faire, une fois de plus, payer la crise aux salariés, aux retraités, aux chômeurs... Certes, les prix s'envolent mais capitalistes et gouvernement veulent avant tout préserver les profits.

Selon l'Insee, les prix du mois de juin se sont établis à 5,8% au-dessus du niveau de l'année dernière. Tous les prix progressent : l'énergie (+ 33%), l'alimentation (+ 5,7%, avec de fortes différences selon les produits), les services (3,2%). Pour les prix alimentaires, pour 21 catégories de produits de grande consommation, l'inflation dépasse en juin 10% par rapport à juin 2021 selon le cabinet IRI qui travaille à partir des ventes des grandes et moyennes surfaces : la dérive atteint 17% pour les pâtes alimentaires. Pour ce qui est des salaires, d'après le service statistique du ministère du Travail, le salaire mensuel de base (SMB) de l'ensemble des salariés du secteur privé a progressé de 2,3% entre le 1^{er} trimestre 2021 et le 1^{er} trimestre 2022, soit moitié moins que l'inflation : les prix à la consommation ont augmenté de 4,6% entre fin mars 2021 et fin mars 2022. Sur un an, le pouvoir d'achat du SMB a donc baissé de 2,3%. On pourrait faire à peu près le même constat pour les salaires des fonctionnaires, les retraites, les prestations sociales.

Les profits se portent bien
Par contre, les profits, les dividendes et les salaires des grands patrons se portent bien. Les sociétés du CAC 40 ont réalisé en 2021 des profits records : elles ont dégagé un résultat net de près de 160 milliards d'euros, soit deux fois plus qu'en 2019, année d'avant la pandémie. Leur endettement net fin 2021 est à son plus bas niveau depuis 15 ans. Les dividendes ont également dépassé leur niveau record de 2019. À ces versements de dividendes s'ajoutent de nombreux programmes de rachat d'actions (qui représentent également des transferts vers les actionnaires), dont près d'un milliard d'euros chez Société générale, 750 millions d'euros chez



Carrefour et deux milliards de dollars pour TotalEnergies. Il existe, parmi les économistes, diverses explications de l'inflation : par la demande, par les coûts, etc. Certains mettant en cause l'émission trop importante de monnaie par la Banque centrale ou les banques. Il y aurait certainement une analyse à faire des désordres du capitalisme depuis la crise de 2008-2009, auxquels se sont ajoutés ceux causés par la pandémie de coronavirus, la volonté de certains producteurs de pétrole et de gaz de faire monter les cours, la situation de l'économie chinoise et l'impact de l'agression russe contre l'Ukraine. Ceci sans parler de la spéculation sur les marchés des matières premières qui amplifie l'impact des variations de prix liées aux variations de la production et aux problèmes d'approvisionnement.

Qui va payer la crise ?
Mais, en définitive, pour les patrons d'un côté et les salariéEs de l'autre, la question est : qui va supporter la hausse des prix, les revenus du capital ou les revenus du travail ? Les économistes dominants parlent

de la boucle prix-salaires. Pour eux le risque est que la hausse des prix réveille le « monstre qui dort » : les revendications salariales. Mais en fait, ce qui est en cause aujourd'hui, c'est, comme l'a écrit le journaliste économique de Mediapart, Romaric Godin, une boucle profits-salaires : certains coûts des entreprises (énergie, matières premières, composants) s'accroissent et, pour préserver leurs profits, voire les élever, les entreprises qui le peuvent augmentent leurs prix. Et elles refusent d'accorder des augmentations de salaires qui couvriraient au moins l'inflation : elles continuent de jouer l'individualisation, les primes non reconductibles d'une année sur l'autre (et qui n'apportent pas de droits sociaux). Derrière l'inflation, il y a en fait la vieille lutte des classes menée par les capitalistes pour exploiter un maximum les salariéEs. Face à cela le gouvernement Macron-Borne joue son rôle de rebouteux incompetent : il triture et caresse un peu là où ça fait mal sans rien faire pour améliorer vraiment la situation de ceux qui souffrent. Le projet de loi « pouvoir d'achat » est surtout une suite d'aumônes temporaires qui de

fait entérinent la perte de pouvoir d'achat : face à une hausse des prix de 5,8%, 3,5% pour la valeur du point d'indice des fonctionnaires, c'est à ce jour (sans tenir compte de la hausse des prix prévue pour le reste de l'année et de la perte de pouvoir d'achat du 1^{er} semestre) presque 2,5% de recul (ceci sans parler des années antérieures), 4% pour les retraites de base, c'est 1,8%. Pas de coup de pouce au SMIC, bien sûr. Quant aux chômeurEs, à l'Unedic, patronat et CFDT se sont mis d'accord pour une revalorisation de 2,9%.

Construire le rapport de forces
Toutes les crises sont l'occasion des mêmes discours : « Tout le monde est menacé », « On est tous dans le même bateau », etc. Cette crise en est une nouvelle fois l'illustration. Ceux qui travaillent (ou sont au chômage ou retraitéEs) n'ont aucune raison de faire les frais d'une crise dont ils ne sont pas responsables. Il faut indexer salaires, retraites et allocations sur l'inflation comme c'était le cas jusqu'en 1982 – avant que Mitterrand, dans lequel certains en 1981 avaient placé tant d'espoir, commence à faire une politique favorable aux profits. Il faut augmenter le SMIC et tous les salaires. Si les patrons soutiennent que ce n'est pas possible, il faut qu'ils donnent accès à leur comptabilité et justifient leurs choix, par exemple verser des dividendes au lieu d'augmenter les salaires. Ceux qui produisent doivent contrôler l'économie : c'est le seul moyen d'imposer plus de justice – et aussi de lutter vraiment contre le réchauffement climatique. Le système capitaliste est à bout de souffle, sa survie coûte de plus en cher à la grande majorité, mais ceux qui en profitent ne lâcheront rien sans rapport de forces dans les entreprises et dans la rue.
Henri Wilno

SALAIRES

Face à l'inflation, mobilisation !

Une bonne nouvelle ou plutôt beaucoup de bonnes nouvelles : de nombreuses luttes se construisent depuis plusieurs semaines autour, notamment, des revendications salariales.

Au moment où la guerre en Ukraine, la reprise de l'épidémie de Covid et les tractations pour la mise en place du nouveau gouvernement de régression sociale font les gros titres des grands médias, c'est avec difficulté que l'on peut faire un état des lieux des luttes qui se développent dans les entreprises.

De multiples secteurs en lutte
Déjà, en fin d'année 2021, des luttes sur les salaires avaient émergé dans des secteurs en marge de ceux

traditionnellement mobilisés : chez Décathlon, Labeyrie, ou Leroy Merlin. même si des luttes comme chez Marionnaud ou Chronodrive (31) restent hors des grands secteurs, c'est dans les branches plus traditionnelles qu'ont émergé, depuis, des mobilisations : Arkema (chimie), Air Liquide (chimie) en début d'année autour des NAO (négociations annuelles obligatoires), Aperam (sidérurgie, 71) pour gagner plus que les 3% cédés en mars par la direction, Ratier Figeac (aéronautique, 46) pour 300 euros brut, Itron (métallurgie, 71) pour

200 euros brut, Pommier (métallurgie, 65, lire pages 8-9) pour des augmentations de salaires, Baomarc Automotive (métallurgie), 57 euros d'augmentation de la participation, Hager Bischwiler (métallurgie, 67), 3% d'augmentation générale et six mois supplémentaire de prime de transport. Ou encore chez celles et ceux de Capgemini (services numériques) mobiliséEs début juin, le mouvement chez TotalEnergie avec une mobilisation inédite de tous les secteurs du groupe, y compris chez des

distributeurs de carburants, le 24 puis le 28 juin.

Ça bloque dans les transports
D'une façon plus générale, les transports voient se développer des luttes de l'ensemble d'un secteur. Le 27 juin c'était un appel à la grève lancé par l'intersyndicale (FO, CGT, CFDT, CFTC et CGC) chez les routiers. À la SNCF, après la journée du 24 juin, une nouvelle mobilisation pour les salaires avait lieu le mercredi 6 juillet, partout en France, annoncent la CGT, Sud Rail et la CFDT.

Un monde à changer

COMPRENDRE ET AFFRONTER LA MILITARISATION DE L'UNION EUROPÉENNE

Le Rosa-Luxemburg-Stiftung (proche de die Linke en Allemagne) et le Réseau européen contre le commerce des armes (ENAA) viennent de publier une brochure consacrée à la militarisation de l'Union européenne, disponible en ligne¹. Un document dont on ne partagera pas nécessairement l'ensemble des considérations et orientations, mais qui se révèle passionnant et instructif. Nous publions des extraits de sa préface. Bien que les idées concernant la militarisation de l'UE existent de longue date, elles ont pris une ampleur significative en 2016 avec le référendum sur le Brexit. En quelques années, les États membres et les institutions de l'UE – accompagnés par un lobbying intense des industries européennes de l'armement et de la sécurité – ont fait progresser la militarisation de

l'UE à un rythme inquiétant. La mise en place de la coopération structurée permanente (CSP) et de l'examen annuel coordonné en matière de défense (CARD), ainsi que l'introduction du Fonds européen de la défense (FED), ont ouvert la voie à une réorientation de l'UE vers les priorités militaires – au détriment de la coopération des États membres sur les questions sociales et la paix. Le développement de capacités militaires conjointes a été encouragé, et des engagements sont pris pour augmenter les dépenses militaires, sous prétexte que le projet européen est menacé et qu'une « Europe plus forte » est nécessaire sur la scène mondiale. Les appels à l'UE pour qu'elle fasse usage de son poids militaire dans le monde sont de plus en plus forts. Alors que la poursuite de l'intégration sociale et économique de l'UE est rejetée et/ou bloquée par les États membres, cette stratégie semble découler d'un désir de

démontrer la capacité de l'UE à agir en temps de crise, à intégrer les acteurs populistes de droite et à forger un nouveau consensus pour l'Europe – une Europe qui « protège ». [...]

Le changement de discours, de structure et de financement pour donner la priorité à la militarisation ne garantira pas la paix et ne s'attaquera pas aux causes structurelles des conflits qui ont été, et continueront d'être, alimentés notamment par l'économie d'exploitation d'une UE néolibérale. Malgré cette évolution alarmante, la militarisation de l'UE et ses possibles implications à long terme pour le bloc ne sont pas bien connues de la gauche ou du spectre progressiste en Europe. Les documents d'éducation politique qui donnent un aperçu complet mais concis des éléments de base de la militarisation de l'UE sont rares. Cette brochure vise à combler cette lacune et à fournir une introduction à ce sujet complexe.

1 – « Une union militarisée : comprendre et affronter la militarisation de l'Union européenne », en ligne sur <https://www.rosalux.eu/kontext/controllers/document.php/946.2/3/877db6.pdf>

COVID-19 Un gouvernement inactif face à la 7^e vague

La France, comme toute l'Europe, est frappée par une septième vague. Les hospitalisations repartent à la hausse, 1206 en 24 heures contre 659 quinze jours auparavant. La faute au Ba.5 d'Omicron ? Bien sûr, mais aussi la faute d'un pouvoir qui fait du silence et de l'inaction face à cette nouvelle vague un principe de gouvernement.

Pourquoi ce silence assourdissant ? La septième vague ne menace pas l'économie et les profits. La vaccination et la vague de Ba.1 du printemps vont limiter la mortalité. Le pouvoir, minoritaire, et qui confond depuis le début santé publique avec coercition et amendes, n'a pas envie d'accroître son impopularité par de nouvelles mesures coercitives. Il ne lui vient pas à l'idée que la santé publique se construit non par la contrainte, mais d'abord par l'information et la participation pour défendre le port du masque dans les lieux clos. Pas question non plus de relâcher l'austérité à l'hôpital, pas question d'investir dans un grand plan pour la ventilation des bâtiments publics, des Ehpad ou de forcer les patrons à rogner sur leurs profits pour aérer et filtrer cantines d'entreprises, bureaux ou ateliers.

Des milliers de morts évitables

Non la septième vague menace « juste » la vie de milliers de personnes, notamment les plus âgées ou immunodéprimées, résidentEs



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

en Ehpad, dont le rappel vaccinal est maintenant lointain. Le Portugal a connu cette septième vague avec quelques semaines d'avance et 3000 décès. Ce qui annonce 130 000 décès supplémentaires dans l'UE, dont 20 000 pour la France. Une énorme partie de cette mortalité annoncée est évitable !

Après avoir « emmerdé les non-vaccinéEs », le gouvernement ne fait rien aujourd'hui pour promouvoir

et organiser la deuxième dose de rappel. Elle est laissée à l'initiative individuelle, chacunE doit en déterminer la date, s'organiser pour trouver un créneau auprès de son pharmacien ou des médecins de ville débordés. Pas étonnant qu'elle ne décolle pas ! Seuls 25,5% des 60-79 ans éligibles à la seconde dose l'ont reçue. Plus grave, entre désintérêt gouvernemental et absence de médecins coordinateurs, en

Ehpad, la couverture vaccinale pour le deuxième rappel n'est que de 40,6 %. Les plus âgés, les plus éloignés de la vaccination, les plus précaires sont une fois de plus abandonnés ! Rien n'est fait non plus contre la sous-utilisation dramatique du paxlovid, une combinaison d'anti-viraux en comprimés, qui réduit de manière significative les risques d'hospitalisation covid.

Les brevets, encore et toujours

Alors que cette septième vague démontre que nous allons encore vivre longtemps avec le covid et ses variants, le gouvernement français, à la tête de l'Union européenne, a tout fait pour que la douzième conférence ministérielle de l'OMC, du 12 au 17 juin à Genève, accouche d'un accord honteux refusant la levée des brevets covid. Ce seront toujours les trusts qui décideront de faire, ou pas, de nouveaux vaccins efficaces, et que nous attendons toujours, contre les nouveaux variants, et qui décideront des prix qui les rendront inaccessibles aux pays les plus pauvres. C'est toujours Lily qui décidera que son bebtélovimab, le seul anti-corps monoclonal qui reste efficace contre les variants Ba.4 et Ba.5, ne sera pas commercialisé hors des USA, où il a réussi à imposer son prix de 1,29 milliard de dollars pour 614 000 doses. Faute de commande des gouvernements européens, Lily a décidé de retirer sa demande d'approbation devant l'Agence européenne du médicament ! Profits et inaction seront responsables des morts évitables et des covid longs de cette septième vague !

Frank Prouhet

Le chiffre

68 tonnes

En un mois, le jet privé appartenant à TotalEnergies aurait brûlé 68 tonnes de kérosène. C'est l'équivalent de 30 années de la consommation énergétique moyenne d'une personne. Comme le note le journaliste Mickaël Correia : « Pour rappel, le patron de Total appelait la semaine dernière dans le JDD les Français à plus de sobriété ».



Agenda

Du 23 au 30 juillet, 37^e rencontres internationales des jeunes, Moulins.

Du dimanche 21 au mercredi 24 août, 14^e université d'été du NPA, Port-Leucate.

Accueil le samedi 20 août à partir de 14 h, départ le jeudi 25 août après le petit-déjeuner.



NO COMMENT

Il est logique de diminuer le pouvoir d'achat des allocations chômage. On sortira de la stagflation en se retroussant les manches.

NICOLAS BOUZOU (économiste), BFM-TV, 2 juillet 2022.

Dans l'aérien, on constate également une multiplicité de mobilisations : RyanAir, EasyJet, et d'autres compagnies low cost sont parcourues par des grèves autour des salaires dans plusieurs pays d'Europe, dont la France. À l'aéroport de Roissy, après une grève le 9 juin, c'était une nouvelle journée de mobilisation le 1^{er} juillet (lire pages 8-9), toujours autour d'une hausse de 300 euros des salaires, et toujours en intersyndicale. À partir du 1^{er} juillet, les organisations syndicales d'ADP appellent à la grève avec la mobilisation des salariéEs d'ADP mais aussi les pompiers aéronautiques, les salariéEs d'Air France, des sous-traitants, des entreprises de sûreté, du tri des bagages, du recyclage des chariots, du nettoyage, jusqu'aux conducteurs et conductrices de navettes. Les effets de l'inflation sont si forts qu'ils

ont permis d'unir tout le personnel d'ADP, sous-traitants compris, quand auparavant les mouvements sociaux se faisaient entreprise par entreprise, sans coordination réelle.

Des convergences à construire

Ailleurs, c'est une manifestation locale qui, le 23 juin, à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) rassemblait des militantEs CGT de Nestlé, France Médias Monde, Dassault, Orange, Microsoft ou du cabinet de conseil Capgemini, entreprises situées sur le quai Roosevelt d'Issy-les-Moulineaux, dont les 22 sections syndicales CGT ont décidé d'un appel commun. Les mobilisations sont centrées sur les salaires, avec des demandes d'augmentations générales, en rupture avec les propositions d'augmentation individuelles, de participation ou

d'intéressement du patronat. Mais beaucoup d'entre elles débordent autour de questions des suppressions de postes, des restructurations et de leurs conséquences en matière d'emploi et de conditions de travail dont on enregistre une dégradation dans beaucoup de secteurs. Avec l'exemplaire lutte des PEI (nettoyage du Technocentre Renault Guyancourt) contre des réductions de salaires provoquées par des réductions d'occupation des locaux. L'écrasement, la « professionnalisation » des IRP (institutions représentatives du personnel) pourrait bien avoir comme conséquence une augmentation des luttes « spontanées ». Malgré les timides injonctions du gouvernement, les employeurs ne concèdent des avancées que face à un rapport de forces important. Mais souvent la mobilisation est à la

hauteur des refus rencontrés. C'est ainsi que plusieurs luttes se sont d'ores et déjà étalées sur plusieurs semaines, bien au delà de la traditionnelle période des NAO. Une mise à l'écart de ces NAO qui s'accompagne de pressions importantes des salariéEs eux-mêmes et elles-mêmes, qui en imposent aux organisations syndicales. Des organisations syndicales qui, notamment au niveau national, se contentent d'enregistrer une montée de la combativité mais repoussent à septembre toute initiative d'extension des luttes éparpillées, souvent isolées. Pourtant face à l'intransigeance patronale et, en particulier, autour de 130 branches dont les minimas de salaires sont en-dessous du SMIC, la généralisation des mobilisations est plus que jamais indispensable.

Robert Pelletier

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 21
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

PAYS DE GALLES

Le retour de la marche pour l'indépendance

Après une interruption de deux ans à cause du Covid, une marche pour l'indépendance du Cymru (Pays de Galles) a finalement eu lieu à Wrexham/Wreccsam samedi 2 juillet. La police a estimé qu'entre 6 000 et 8 000 personnes, la plupart vêtues du rouge de YesCymru (et des équipes galloises de rugby et de football, ainsi que du dragon sur le drapeau de Cymru), y ont participé.

La marche était organisée par All Under One Banner (AUOB) Cymru, Indy Fest Wrexham et YesCymru. Malgré les tentatives des conseillers Tory et Indépendants de l'interdire, la manifestation s'est rassemblée sur la pelouse de Llwyn Isaf devant le Guildhall avant de traverser Wrexham/Wreccsam et de revenir sur la pelouse.

Des interventions diverses

Parmi les orateurs du rassemblement figuraient Pol Wong de Indy Fest Wrexham, Tudur Owen (comédien et animateur), Carrie Harper (conseillère du comté de Wrexham/Wreccsam), Evrah Rose (poète et activiste) et l'auteur Myrddin ap Dafydd. Roopah Vyas de «Her Game Too» a également pris la parole. Elle a évoqué non seulement le rôle croissant des femmes dans le football, mais aussi la relation entre le football et la question nationale en Cymru. La Football Association of Wales a une relation beaucoup plus étroite avec le mouvement indépendantiste du Cymru que la Welsh Rugby Union, une relation qui a été renforcée par l'accession du pays de Galles à la phase finale de la Coupe du monde au Qatar à l'automne et l'adoption de «Yma o Hyd» par Dafydd Iwan comme hymne des supporters. Naturellement, Dafydd a dirigé une interprétation enthousiaste de la chanson lors du rassemblement. Adam Price (leader de Plaid Cymru) et Liz Saville Roberts (leader de Plaid Cymru à Westminster) étaient tous deux présents, ainsi que de nombreux soutiens de Plaid. Un message vidéo de soutien de Mary Lou McDonald, présidente du Sinn Féin en Irlande, a également été diffusé.

Un mouvement qui progresse

Le parti travailliste était invisible et a été à peine mentionné, bien que Dylan Lewis-Rowland, qui s'est exprimé au nom du Labour for an Independent Wales, ait été bien accueilli par le public. En fait, le Parti travailliste tenait sa propre conférence à Cardiff, où il a voté à une écrasante majorité en faveur de l'augmentation de la taille du Senedd (Parlement gallois) de 60 à 96 membres, conformément à son accord avec Plaid Cymru. Bien que la décision d'opter pour un système de liste fermée (avec équilibre entre les sexes) plutôt que pour le STV (vote unique transférable) puisse faire l'objet d'un débat, elle permettra néanmoins un système électoral beaucoup plus proportionnel – et donc beaucoup plus démocratique – que le système First Past The Post (scrutin uninominal majoritaire à un tour), fondamentalement antidémocratique, utilisé pour les élections à Westminster. La marche de samedi dernier peut être considérée comme un succès majeur, notamment parce qu'elle avait été reportée pendant deux ans en raison du Covid et des problèmes rencontrés l'année dernière par YesCymru. Mais il est également important de souligner que Wrexham/Wreccsam est proche de la frontière avec l'Angleterre et qu'elle s'est jusqu'à présent relativement peu intéressée à la question de l'indépendance. Elle a même élu un député conservateur lors des élections générales de 2019. La participation permet donc d'espérer que les choses commencent à changer et que le mouvement indépendantiste commence à progresser dans les zones anglophones du nord-est du Pays de Galles.

La prochaine marche pour l'indépendance aura lieu le 1^{er} octobre à Cardiff.

Geoff Ryan et Keith Sinclair, traduction J.S.

Version originale (en anglais) sur anticapitalistresistance.org

USA Les décisions de la Cour suprême poussent le pays vers la droite et... vers le passé

La Cour suprême des États-Unis, qui dispose d'une majorité conservatrice de six contre trois, a, en annonçant ses décisions de fin de session de juin, fait soudainement évoluer le pays dans une direction beaucoup plus conservatrice. Les décisions de la Cour divisent profondément le pays entre Républicains et Démocrates, ce qui amène certains à comparer le climat politique actuel à celui des années 1850, lorsque la nation se divisait sur la question de l'esclavage avant la guerre civile.

La décision la plus importante de la Cour est sans aucun doute la fin du droit constitutionnel et national à l'avortement, qui prive les femmes du contrôle de leur propre corps et de leurs décisions en matière de procréation. La Cour a déclaré qu'elle renvoyait la question de l'avortement au Congrès et aux législatures des États, mais le Congrès est paralysé par le clivage politique à 50-50 au Sénat (ceci sans tenir compte d'un possible succès républicain aux élections de novembre prochain) et la moitié des États sont entièrement contrôlés par les Républicains. L'abolition de l'avortement rendra plus difficile pour de nombreuses femmes de faire leurs propres choix en matière de procréation, notamment les femmes célibataires chefs de famille, les femmes noires et latinas, les femmes de la classe ouvrière et les femmes pauvres, et plus difficile pour elles de subvenir aux besoins de leur famille, d'occuper un emploi et de planifier leur carrière. La décision sur l'avortement a fait des femmes moins que des citoyennes à part entière, sans la liberté de choisir leur propre chemin de vie.

Énergie, armes à feu...

Et ce n'est pas tout. La semaine dernière, la Cour a statué que l'Agence de protection de l'environnement (EPA) n'avait pas l'autorité nécessaire pour mettre en œuvre son plan «Clean Power» (énergie propre), qui vise à modifier les méthodes de production d'électricité afin de réduire les gaz à effet de serre et protéger la santé



humaine. Selon l'EPA, les États-Unis produisent actuellement 15% du total mondial des gaz à effet de serre. Comme pour l'avortement, la Cour suprême laisse entendre que le Congrès devra adopter une nouvelle loi pour habiliter l'EPA.

Au cours de cette même session judiciaire, la Cour a empêché les États et les villes d'interdire à leurs citoyenEs de porter des armes dissimulées en dehors de leur domicile. En d'autres termes, la majorité de la Cour suprême nommée par les Républicains empêche les États et les villes démocrates de protéger leurs citoyenEs par une législation stricte sur les armes à feu. Les États-Unis ont connu plus de 45 000 décès par arme à feu en 2020, dont de nombreux meurtres de masse. Mais pour les

Républicains qui s'opposent aux lois sur les armes à feu, le «droit constitutionnel de porter des armes» est plus important que la protection des personnes désarmées, dont beaucoup d'enfants.

Dans le viseur, la lutte contre les discriminations

Les décisions de la Cour ont également modifié les lois relatives à la séparation de l'Église et de l'État, permettant désormais une plus grande latitude dans l'utilisation des fonds publics pour les écoles religieuses privées, autorisant les individus à prier dans les écoles et consentant au déploiement de drapeaux religieux sur les bâtiments publics. Toutes ces décisions concernent la religion chrétienne, la foi de 45%

des ÉtatsunienEs aujourd'hui. Ces décisions reflètent l'influence des évangéliques chrétiens au sein du Parti républicain.

La prochaine session de la Cour suprême, qui débute en octobre, pourrait être tout aussi importante. Il est prévu que la Cour entende des affaires portant sur la discrimination positive et le droit de vote. L'action positive fait référence aux lois régissant l'utilisation par les entreprises privées et les agences gouvernementales de politiques dans le domaine de l'éducation et de l'emploi afin de prévenir la discrimination et de remédier aux discriminations passées à l'encontre des femmes et des groupes raciaux. Les Républicains ont une tendance à s'opposer à l'action positive en arguant qu'elle nuit aux Blancs. On craint donc que la Cour suprême n'affaiblisse ou même ne mette fin à l'action positive.

La Cour suprême se penchera également sur des affaires de droit de vote. La loi fédérale sur le droit de vote de 1965 a protégé les droits des électeurs noirs qui, avant cette loi, étaient souvent privés du droit de vote. Les républicains soutiennent aujourd'hui que ce n'est pas le gouvernement fédéral mais les États qui devraient être en charge des élections fédérales, ce qui affaiblirait la loi et rendrait le vote des Noirs plus difficile.

Bien que Donald Trump ne soit plus président, la Cour suprême continue de rendre l'Amérique plus inégale, plus injuste, plus dangereuse et plus malsaine. Et ce n'est que le début.

Dan La Botz

USA Au Texas aussi, les frontières tuent

L'horreur à la frontière USA-Mexique: au moins 46 personnes ont été retrouvées mortes à l'intérieur d'un semi-remorque à San Antonio, au Texas, lundi 27 juin. La terrible découverte a été faite par un ouvrier qui a entendu des appels à l'aide provenant de l'intérieur de la remorque et a trouvé un amoncellement de corps à l'intérieur.



d'immigration a peu changé depuis la présidence de Donald Trump. L'ordre de santé publique connu sous le nom de Titre 42, que l'administration Trump a d'abord utilisé pour expulser les migrantEs, est toujours en vigueur. Cet ordre renvoie les migrantEs sans possibilité de demander l'asile. Souvent, cela les conduit à faire des tentatives répétées pour traverser la frontière. Pendant la présidence de Biden, cette politique a repoussé au moins un million de personnes. Le directeur politique de l'American Immigration

Council, Aaron Reichlin-Melnick, a déclaré que de telles politiques n'entraînent que des tragédies.

Une horreur qui se répète dans le monde entier

«Avec la frontière fermée aussi hermétiquement qu'elle l'est aujourd'hui pour les migrants du Mexique, du Guatemala, du Honduras et du Salvador, les gens ont été poussés vers des routes de plus en plus dangereuses», a-t-il posté sur Twitter. «Les passages en fraude par camion sont en forte hausse».

En septembre dernier, le service US des douanes et de la protection des frontières comptabilisait 557 décès en un an, rien qu'à la frontière sud-ouest, Texas compris. Et le nombre réel est probablement encore plus élevé.

Les contrôles frontaliers américains tuent des centaines, voire des milliers de personnes par an. L'horreur à laquelle sont confrontés les réfugiés et les migrantEs au Texas se répète dans le monde entier.

Des manifestations de colère ont eu lieu après que les forces de sécurité marocaines, travaillant avec la police nationale espagnole et la Garde civile, ont massacré au moins 37 personnes à Melilla, en Afrique du Nord. En Grande-Bretagne, les Tories continuent de promouvoir leur projet meurtrier d'envoyer des réfugiés au Rwanda.

Le 19 juillet, Care4Calais et le syndicat PCS seront au tribunal pour lutter contre l'illégalité du plan d'expulsion vers le Rwanda. La bataille au sein des tribunaux doit s'accompagner de manifestations de colère à l'extérieur. Les contrôles frontaliers tuent.

Correspondant

C'est donc une stratégie de tension qui a été mise en place dès la prise de fonction des nouveaux maires. Des recours préfectoraux s'abattent contre les premières mesures des édiles. À Ziguinchor, la plus grande ville de Casamance, remportée par Ousmane Sonko, le principal opposant de Macky Small, la préfecture a contesté le remplacement des noms, issus du passé colonial des rues de la ville, par d'autres plus liés à l'histoire du pays. Un changement de nom revendiqué par les élus comme un acte de dignité pour les SénégalaisES. Autres mesures attaquées, la création d'un service civique communal ou la réorganisation interne de la commune. À Dakar, l'administration a introduit un recours pour contester l'embauche à la mairie de Guy Marius Sagna, un des principaux activistes de la gauche radicale, très actif dans la lutte contre l'impérialisme français très présent dans le pays.

Écarter l'opposition
Désormais, Macky Sall s'attaque au droit de l'opposition de participer pleinement aux élections législatives en se réfugiant derrière la décision du Conseil constitutionnel. La haute Cour a purement et simplement annulé la liste électorale des titulaires de la coalition d'opposition Yewwi Askan Wi (YAW) (Libérer le peuple) car une même personne figurait aussi sur la liste des suppléants. Les principaux dirigeants de l'opposition ne pourront donc pas concourir aux élections législatives qui doivent se tenir le 31 juillet 2022. Macky Sall argue que sa liste suppléante a été invalidée du fait du non-respect de la parité. Une mesure bien moins handicapante pour la coalition présidentielle Benno Bokk Yakaar (S'unir autour d'un même espoir). Le but de Macky Sall

SÉNÉGAL Crispation du pouvoir autour des élections

Alors que l'opposition a remporté les élections municipales en s'emparant de plusieurs grandes villes, notamment la capitale Dakar, Macky Sall, le président en titre du pays, tente par tous les moyens d'empêcher l'opposition de réitérer un autre succès électoral lors des élections législatives. Une épreuve de force qui se joue sur fond de crise sociale.



DR

est de remporter coûte que coûte la majorité des 165 sièges à pourvoir pour continuer sa politique libérale.

La dérive autoritaire du pouvoir
Une première manifestation de plusieurs dizaines de milliers de personnes a eu lieu le 8 juin pour protester contre la mise à l'écart de la liste menée par l'opposition. Devant le succès, le pouvoir a entrepris désormais d'interdire toutes démonstrations de l'opposition. Cette dernière a maintenu son appel à manifester le 17 juin. Une violente répression s'est abattue sur les manifestantEs. Trois personnes ont été tuées dont au moins une par balle à Ziguinchor, 200 manifestantEs ont été interpellés dont deux députéEs, Déthié Fall et Mame Diarra Fame. Le premier a été condamné à six mois de prison

avec sursis. Quant à Ousmane Sonko, les forces de l'ordre l'ont empêché de sortir de sa résidence. Si la justice sénégalaise se montre extrêmement pointilleuse pour écarter une liste, elle prend bien plus de liberté quand il s'agit d'ignorer la décision de la Cour de justice de la Cedeao du 31 mars 2022 condamnant le Sénégal pour attenter au droit de manifester. En effet les violences viennent du fait que les manifestations sont interdites et que les forces de l'ordre ont pour mission d'aller à l'affrontement contre des manifestantEs pacifistes.

Le ras le bol de la population
À l'appel d'Ousmane Sonko, les populations étaient invitées à manifester leur mécontentement à propos de la dégradation des conditions de vie par un concert de klaxons et de casseroles. Le

chômage des jeunes est structurel, seul un tiers des jeunes diplômés trouve un emploi. 40% de la population vit sous le seuil de pauvreté et la protection sociale ne bénéficie qu'à une partie infime de la population. Cette situation pousse une partie des jeunes à tenter de rejoindre l'Europe au prix de leur vie. L'incendie d'une maternité vétuste provoqué par un court-circuit électrique, dans lequel onze bébés ont trouvé la mort, reflète l'état des infrastructures sociales du pays. Si YAW avait initialement prévu d'appeler à une nouvelle manifestation, celle-ci a été annulée, sanctionnant un changement de stratégie. L'idée désormais est de participer au scrutin avec la seule liste des suppléants et de gagner les élections. Une façon d'écarter la menace d'un troisième mandat présidentiel. Si la Constitution n'autorise que deux mandats consécutifs, la présidence entretient le doute sur cette question. Cette affaire n'est pas nouvelle au Sénégal. Le prédécesseur Abdoulaye Wade avait lui aussi tenté de s'éterniser au pouvoir en imposant un troisième mandat avec l'aval de la Cour constitutionnelle. Son Premier ministre de l'époque avait mené campagne en fustigeant ce comportement antidémocratique et avait remporté l'élection présidentielle. Il s'agissait d'un certain Macky Sall.
Paul Martial

ISRAËL/PALESTINE Les États-Unis insultent la mémoire de Shireen Abu Akleh

L'administration Biden doit faire en sorte que l'assassinat par Israël de la journaliste Shireen Abu Akleh ne fasse plus la une des journaux avant de se rendre en Israël et en Palestine le mois prochain. C'est pourquoi, le 4 juillet, le département d'État a publié une déclaration aussi sordide que possible. En résumé: on ne peut rien dire de la balle difforme que les Palestiniens ont envoyée; oui, il semble qu'Israël ait tué la journaliste américano-palestinienne le 11 mai; mais les soldats combattaient des terroristes; la mort de Shireen est tragique, mais non intentionnelle.

Ned Price, du Département d'État, a déclaré : « L'USSC [Coordinateur américain de la sécurité pour Israël et l'Autorité palestinienne] a conclu que des tirs provenant de positions des Forces de défense israéliennes étaient probablement responsables de la mort de Shireen Abu Akleh. L'USSC n'a trouvé aucune raison de croire que cette mort était intentionnelle mais plutôt le résultat de circonstances tragiques lors d'une opération militaire menée par les FDI contre des factions du Jihad islamique palestinien le 11 mai 2022 à Jénine, qui faisait suite à une série d'attaques terroristes en Israël. »

«Insultant pour la mémoire de Shireen»
La famille de Shireen Abu Akleh a immédiatement publié une déclaration qui demande une enquête ouverte et transparente, libre de toute « considération politique » : « L'idée que les enquêteurs américains, dont l'identité n'est pas

révélée dans la déclaration, pensent que la balle "provient probablement de positions israéliennes" n'est qu'un maigre réconfort. Nous disons cela à la lumière de l'ajout d'une déclaration selon laquelle le meurtre n'était pas intentionnel mais plutôt le résultat d'un prétendu raid anti-terroriste israélien qui aurait mal tourné, ce qui est franchement insultant pour la mémoire de Shireen et ignore l'histoire, le contexte et la nature brutale et violente de ce qui est maintenant la plus longue occupation militaire de l'histoire moderne. » La famille affirme que « La vérité est que l'armée israélienne a tué Shireen dans le cadre de politiques qui considèrent tous les Palestiniens – civils, journalistes ou autres – comme des cibles légitimes, et nous nous attendions à ce qu'une enquête américaine s'attache à trouver les parties responsables et à les tenir pour responsables, et non à analyser des détails à peine pertinents pour

ensuite supposer la bonne foi d'une puissance occupante hostile et entêtée. En d'autres termes, toutes les preuves disponibles suggèrent qu'une citoyenne américaine a fait l'objet d'une exécution extrajudiciaire par un gouvernement étranger qui reçoit chaque année des milliards de dollars d'aide militaire américaine pour perpétuer une occupation militaire prolongée et bien ancrée de millions de Palestiniens. »

«Une enquête ouverte, transparente et approfondie»
Toute cette affaire n'est qu'une mascarade. Israël sait qui a tiré cette balle et quelles étaient les motivations du tireur, et ils ne transmettent pas les preuves. Et les États-Unis sont maintenant à la solde d'Israël pour essayer d'enterrer l'affaire. Comme le dit la famille Abu Akleh, cette déclaration n'invalide en rien la possibilité qu'Israël ait visé Shireen Abu Akleh ce matin-là. Une rafale de balles a

été tirée près de sa tête. Et elle n'a pas été atteinte par des ricochets. Les journalistes devraient exiger qu'Israël produise ses preuves dans cette affaire. Ils devraient faire connaître la demande de la famille : « Nous continuons à demander au gouvernement américain de mener une enquête ouverte, transparente et approfondie sur tous les faits par des organismes indépendants, libres de toute considération ou influence politique. » Israël n'est pas satisfait de la conclusion américaine selon laquelle la balle provenait « probablement » d'un soldat israélien, comme tout le monde l'a déjà dit. L'État d'Israël veut une « responsabilité zéro » pour le meurtre alors même qu'il refuse de divulguer des informations. Comme l'a écrit le journaliste Jeet Heer : « Le département d'État est allé aussi loin que possible pour blanchir ce meurtre horrible et ce n'est toujours pas suffisant pour le gouvernement d'Israël, qui ne veut rien de moins qu'un mensonge complet. »
Philip Weiss, traduction J.S.



DR

BELGIQUE Rassemblement de lutte et de solidarité pour le droit à l'avortement

Le 24 juin 2022, la Cour suprême des États-Unis a enterré l'arrêt historique Roe v. Wade protégeant le droit à l'avortement. Cette décision est une condamnation pour des millions de femmes, personnes porteuses d'un utérus, à travers le pays. Jeudi 30 juin, Féminisme Yeah! participait au rassemblement de solidarité appelé par le GACEHPA¹ devant l'ambassade des États-Unis à Bruxelles.

Encore et toujours, nous sommes dans la rue pour défendre corps et âme le droit à disposer de notre corps. Partout dans le monde, le droit à l'avortement est menacé. Garantir l'accès à des avortements légaux, et donc qui ne mettent pas nos vies en péril ne peut se faire que par une lutte organisée, consciente et sans relâche.



DR

Connaissons nos ennemis
Pour mener ce combat, connaissons nos ennemis : aux États-Unis, ce sont des juges conservateurs d'extrême droite qui ont ramené le pays 50 ans en arrière. Leur arrivée à cette position découle d'une montée de l'extrême droite effrayante et globale depuis plusieurs années. Chaque brèche d'une montée en puissance de l'extrême droite est un signal à prendre au sérieux et à combattre absolument. D'autant plus qu'elle est organisée internationalement. En décembre 2020, 32 pays dont les USA, le Brésil, la Pologne, la Hongrie et la Biélorussie, ont signé une déclaration internationale dite « pour la santé de la femme » qui s'engage à s'attaquer au droit à l'avortement, à combattre les droits des personnes LGBTIQ+ et à renforcer le modèle de la famille hétéropatriarcale. Nous exprimons notre solidarité avec les mouvements féministes, LGBTIQ+ et nos camarades étatsuniennes en lutte, mais rappelons aussi qu'en Belgique, il y a à peine trois ans, le droit à l'avortement faisait l'objet d'un marchandage abject pour la formation du gouvernement. Rappel des faits : une proposition de loi élargissant et améliorant l'accès à l'avortement était sur le tapis. Cette dernière proposait d'étendre la période d'intervention à 18 semaines (actuellement 12), de réduire le délai de réflexion à deux jours (actuellement six) et de dépénaliser totalement l'avortement.

L'auto-organisation est une nécessité
Cette proposition de loi ne sera jamais adoptée, malgré une majorité qui la soutient au Parlement, et malgré nos mobilisations. La raison ? Le CD&V, la N-VA et le Vlaams Belang (partis catholiques et d'extrême droite flamands) ont usé des mécanismes constitutionnels de notre pays de manière inédite et anti-démocratique afin de tout faire pour éviter le vote définitif du texte. Le CD&V exigera ensuite la mise aux oubliettes de cette proposition pour accepter de former un gouvernement. De l'autre côté, les partis composant la Vivaldi ont accepté de mettre de côté cette proposition de loi, et donc nos droits, nos vies et nos mobilisations. N'oublions surtout pas leur complaisance et leur lâcheté. MR, Open VLD mais aussi PS, Vooruit et Ecolo-Groen : on vous voit ! Ces mêmes partis prétendent aujourd'hui être à même de défendre nos droits et nos intérêts, certains se disent féministes, mais dans les faits les constats sont sans équivoque : l'avortement toujours conditionné et limité, les soins de santé et de santé mentale étouffés, nos salaires bloqués et les personnes demandeuses d'asile et sans-papiers criminalisées. Cette situation n'est qu'une illustration de plus que nous ne pouvons pas faire confiance aux partis traditionnels ! Face à eux, et face au système capitaliste qu'ils défendent, l'auto-organisation des personnes opprimées est une nécessité.
Féminisme Yeah!

Version intégrale sur gaucheanticapitaliste.org
1 – Groupe d'action des centres extra-hospitaliers pratiquant l'avortement.

PEDRO SÁNCHEZ FRANCHIT LE RUBICON

Il y a des événements qui marquent un changement qualitatif, un avant et un après dans la caractérisation d'un personnage, d'un parti ou d'un gouvernement. Le franchissement du Rubicon a cette signification depuis que Jules César a traversé cette petite rivière, déclenché une guerre civile et s'est fait dictateur à vie. Avec l'approbation politique du massacre de 37 migrants à Melilla, Pedro Sánchez a franchi son Rubicon. Sans une rectification radicale, de plus en plus improbable, lui et son gouvernement ne pourront prétendre à aucune image de progressisme et deviendront un gouvernement infâme.

Les faits fondamentaux qui mènent à cette conclusion se trouvent dans le magnifique article, titré « *Pas en notre nom* » d'Olga Rodríguez, publié sur eldiario.es. M. Sánchez a qualifié la tentative de franchissement de la clôture d'attaque violente contre l'intégrité territoriale de l'Espagne, a défendu les actions des polices marocaine et espagnole, n'a pas exprimé de condoléances aux familles des victimes, n'a pas annoncé d'enquête indépendante sur les événements, a blâmé les mafias qui trafiquent les êtres humains et n'a annoncé le limogeage d'aucun ministre.

L'aboutissement de politiques racistes

Ce massacre est l'aboutissement des politiques de racisme institutionnel mises en place depuis des années dans l'État espagnol sous les gouvernements du PP et du PSOE :
– refus d'assurer des voies légales et sûres et d'accueillir dignement les personnes cherchant refuge, comme la guerre en Ukraine a montré que cela était possible ;
– limitations sur le sauvetage maritime et obstruction de l'activité des bateaux des ONG qui l'effectuent, ce qui a transformé la mer Méditerranée en la frontière la plus meurtrière du monde ;
– renvoi immédiat de migrantEs depuis la frontière sans vérifier individuellement s'ils ont le droit de demander l'asile, en violation d'un des principes fondamentaux de la Convention de Genève. Bien que la Cour des droits de l'homme (CEDH) de Strasbourg ait changé d'avis et approuvé les retours à la suite d'un saut à la clôture de Melilla, la grande majorité des organisations de défense des droits de l'homme ont exprimé leur désaccord ;
– détention des sans-papiers qui parviennent à atteindre la péninsule dans des centres de

détention pour étrangers (CIE), comme étape préalable à l'expulsion de nombre d'entre eux. Il est utile de rappeler que le fait de ne pas avoir de papiers n'est pas un crime mais seulement une infraction administrative et que les personnes enfermées dans les CIE sont traitées bien plus mal que dans les prisons ;
– utilisation d'une violence disproportionnée contre les personnes qui tentent de sauter les barrières ou de nager. À El Tarajal, cette violence a causé la mort de 15 personnes en 2014, lorsque le PP était au pouvoir. En 2022, la Cour suprême a finalement rejeté l'affaire contre les 16 gardes civils poursuivis.

Des événements similaires se répéteront à l'avenir

Mais le massacre de Melilla représente un saut qualitatif en raison de plusieurs facteurs : le grand nombre de morts et de blessés, la justification politique donnée par Pedro Sánchez et certains ministres, et le fait qu'il s'inscrit dans une stratégie à long terme. D'abord en raison du changement de position sur le Sahara, visant précisément à acheter la répression marocaine contre les migrantEs qui tentent de rejoindre l'Europe. Et parce qu'il y a quelques jours, le ministre des Affaires étrangères a demandé à l'Otan de considérer l'immigration à la frontière sud comme une « menace hybride » à combattre militairement. Cette stratégie implique que des événements similaires se répéteront à l'avenir.

L'adoption de cette politique signifie la privation des droits humains élémentaires, la justification de la répression et l'utilisation de la violence, allant jusqu'à la mort, contre l'ensemble du groupe social constitué par les migrantEs qui tentent de rejoindre l'Europe via la péninsule sud ou les îles

Canaries. Cette déshumanisation de collectifs humains entiers est une caractéristique typique du fascisme.

Depuis la montée électorale de Vox, on parle à juste titre du danger que ce parti néofasciste forme un gouvernement avec le PP, mais on oublie trop souvent que ces partis progressent grâce à des mesures fascistes prises par des gouvernements qui ne le sont pas. Lutter efficacement contre le danger fasciste, c'est lutter contre les politiques qui conduisent à ses marqueurs, en particulier la déshumanisation des groupes sociaux, quel que soit le gouvernement qui les met en œuvre.

Par son attitude face aux événements de Melilla, Pedro Sánchez a brisé les barrières éthiques, morales et politiques sur les droits humains que tout gouvernement progressiste devrait respecter. Il a contribué de manière décisive à ce que les politiques de la droite réactionnaire et du néofascisme se nichent dans les esprits avant de gagner dans les urnes. Il a ouvert la voie au triomphe du PP et de Vox.

La politique du pire

Depuis le 25 juin, Pedro Sánchez n'a pas rectifié sa position, qui devrait au moins consister à reconnaître qu'il a commis une erreur et à condamner les actions des polices marocaine et espagnole, à créer une commission d'enquête indépendante et à démettre la ministre Grande Marlaska, la plus directement impliquée. Tant Sánchez que les ministres du PSOE ont réaffirmé leur position. Par conséquent, on peut dire qu'aucunE militantE de gauche, démocrate ou défenseur de la Déclaration universelle des droits humains ne devrait soutenir le gouvernement de Pedro Sánchez. En particulier, Podemos n'en fait pas assez avec la déploration des morts et la demande d'une commission d'enquête : Podemos devrait quitter le gouvernement pour ne pas être complice d'événements comme ceux de Melilla, passer à l'opposition et essayer de contribuer à créer une alternative.

L'idée répétée que si Pedro Sánchez n'est pas soutenu, le PP et Vox arriveront au pouvoir et seront pires est fausse. Le pire est qu'un gouvernement prétendument de gauche mène des politiques réactionnaires de droite et d'extrême droite. Le pire est d'ignorer les principes éthiques, politiques et humanitaires qui sont essentiels pour la défense de la vie, des droits et de la dignité des personnes. Le pire est de subir des politiques réactionnaires sans proposer d'alternative.

Martí Caussa

Article publié sur Viento Sur, traduction J.S. (avec l'aide de deepl.com).



MELILLA, UN NOUVEAU SCANDALE

24 juin 2022. Un nouveau drame à la frontière. Des centaines de corps, morts, blessés, arrêtés, tous noirs, empilés sur l'asphalte au soleil, pendant des heures, comme s'il s'agissait de sacs de farine. Sous la surveillance de policiers marocains, qui de temps en temps frappent l'un d'eux avec leur matraque, sans empressement, ils semblent plutôt chercher à savoir si l'on est mort ou vivant. Ce sont les images terribles et insoutenables qui ont circulé sur le web après la tragédie qui a eu lieu à la frontière de Nador/Melilla le 24 juin, seulement trois mois après la reprise des relations diplomatiques entre l'Espagne et le Maroc.

Quelque 2000 migrants ont essayé de forcer le passage de la frontière, comptant sur leur grand nombre pour réussir. Un peu plus d'une centaine ont réussi à entrer dans Melilla. Les autres sont restés au Maroc. Entre 23 et 37 ont été tués, selon les sources, et il y a eu de nombreux blessés et arrestations. L'ONU, l'OUA et plusieurs associations marocaines demandent une commission d'enquête indépendante sur les événements.

Un coup d'œil dans le rétroviseur

Pour essayer de comprendre comment est né ce nouveau scandale de la politique migratoire aux frontières de l'Europe, jetons un coup d'œil dans le rétroviseur. Avril 2021. Madrid autorise l'hospitalisation sur son territoire du leader indépendantiste sahraoui Brahim Ghali, qui souffre d'une forme grave de Covid. Cette

décision humanitaire provoque une forte réaction de la diplomatie marocaine. En représailles, en mai, le Maroc a autorisé des milliers de migrantEs, principalement des Marocains, à passer librement dans l'enclave espagnole de Ceuta, au nord du Maroc. La tension entre les deux pays est très élevée.

Les frontières terrestres et maritimes entre les deux pays, fermées en mars 2020 aux passagers à cause de la pandémie de coronavirus, restent fermées tout au long de 2021 pour des raisons politiques, même si les deux pays rouvrent leurs frontières aux passagers et aux touristes du monde entier.

Le 14 mars 2022, le Premier ministre espagnol Pedro Sánchez écrit une lettre au roi du Maroc pour soutenir la proposition marocaine d'autonomie pour l'ancien protectorat sahraoui, provoquant ainsi un changement majeur dans la position de l'Espagne, qui était

jusqu'alors respectueuse de la position de l'ONU et du principe d'autodétermination des peuples. Ce changement, adopté sans l'accord préalable du gouvernement ou du Parlement espagnol, a provoqué beaucoup de colère au sein de la coalition gouvernementale et, le jeudi 7 avril, alors que Sánchez s'envolait pour Rabat afin de sceller cette nouvelle orientation des relations bilatérales, les députés ont voté avec 168 voix pour, 118 contre et l'abstention de l'extrême droite Vox, une motion de soutien aux résolutions de l'ONU qui ne mentionnaient pas le plan d'autonomie, ce qui a été interprété comme une désapprobation du chef du gouvernement.

Une tentative désespérée de traverser la frontière

Depuis l'envoi de la lettre, les relations hispano-marocaines se sont resserrées et les deux autorités ont essayé de se donner des garanties en ce qui concerne leurs





ALE À LA FRONTIÈRE

obsessions respectives : la question du Sahara pour le Maroc, et la maîtrise des flux migratoires pour l'Espagne. Dès que la lettre a été reçue, les forces répressives marocaines ont commencé à faire des raids dans tout le pays à la recherche de migrants illégaux et à les déplacer dans les coins les plus reculés du pays, loin des voies de sortie possibles vers l'Espagne (la route difficile et dangereuse vers les îles Canaries a récemment repris de l'importance). Les citoyens ont pu voir comment les rues des grandes villes s'étaient vidées des Subsahariens, cachés dans les maisons. Cela pose bien sûr d'innombrables problèmes pour la vie quotidienne, l'impossibilité de continuer à travailler, que ce soit dans le secteur formel ou informel, les difficultés d'approvisionnement, le surpeuplement d'appartements exigus, etc. C'est l'explication de la tentative désespérée de traverser la frontière en explorant un nouveau chemin, en profitant de la massivité du groupe pour forcer les tourniquets qui ferment le poste frontière, ce qui a été désastreux, car un goulet d'étranglement s'est formé et les gens ont été écrasés. Non, M. Pedro Sánchez, ce n'était pas « un assaut violent et organisé par des mafias internationales ». Elles existent, comme dans tous les endroits où les droits sont violés, mais ce n'est pas leur modus

operandi. Ce qui est responsable de cet assaut – et de la forme qu'il a pris – c'est le désespoir des jeunes qui ont quitté leur pays, fuyant la guerre, la violence, l'absence de toute perspective, et se retrouvent dans une cage au Maroc, sans pouvoir avancer ou revenir en arrière. Et cette situation est le résultat de politiques d'immigration européennes totalement hystériques, irrationnelles et inhumaines.

Depuis quand le droit d'asile est-il à géométrie variable ?

Après le carnage qui a eu lieu à la frontière de Melilla, Pedro Sánchez n'a pas hésité à féliciter le gouvernement marocain pour ses actions et sa gestion de la crise. Mais qui sont ces politiciens ? Se sont-ils tellement éloignés du peuple qu'ils ne le voient plus ? Pourquoi nous servent-ils n'importe quel mensonge, comme celui sur les mafias, sans penser que nous ne sommes pas idiots et que nous n'allons pas l'avalier ? N'oublions pas. Lorsque les réfugiés syriens ont essayé de rejoindre l'Europe, fuyant les bombes et la répression, les frontières ont été fermées et les 27 pays de l'Union européenne ont accepté de répartir certains réfugiés. À part l'Allemagne et la Suède, qui ont ouvert leurs portes en grand, les autres pays les ont pris au compte-gouttes. Ils ne pouvaient pas en accueillir plus, ont-ils dit. Maintenant,

une nouvelle guerre a éclaté en Ukraine et des milliers de réfugiés sont accueillis en Espagne, et cela ne coule pas notre économie ou notre vie quotidienne. Mais on continue de voir des familles syriennes dans les rues d'Europe, faisant l'aumône car rien n'a été fait pour les accueillir dans des conditions dignes, et les honteux camps de réfugiés continuent, remplis de Syriens et d'Afghans sur les côtes et aux frontières de la Grèce. Depuis quand le droit d'asile est-il à géométrie variable ? Combien de temps allons-nous écouter des discours mensongers, basés sur le postulat que les migrants sont un danger ? Combien de temps allons-nous accepter que nous, au Nord, ayons une liberté de mouvement presque totale sur toute la planète, alors que ceux qui sont nés au Sud n'ont le droit de venir chez nous que s'ils nous sont utiles et indispensables ? L'ONU, l'OUA et les ONG demandent la création d'une commission d'enquête pour faire la lumière sur ce qui s'est passé à Melilla. C'est important. Mais il est encore plus important qu'il n'y ait plus de décès aux frontières. Il est temps de remettre au centre les questions de migration et de reformuler les politiques relatives à la circulation des travailleurs et des personnes dans le monde sur la base d'une vision non déformée et non idéologisée de la question.

Lucile Daumas
 Militante des droits humains et membre du Conseil consultatif de South Wind.
 Article publié sur Viento Sur, traduction J.S. (avec l'aide de deepl.com).

L'EUROPE, UNE DANGEREUSE FORTERESSE

Après avoir survécu à 1 000 dangers, arrivés aux frontières de l'UE, les migrantEs se heurtent alors à l'Europe forteresse. Instituée pour protéger les frontières extérieures de l'espace Schengen, elle a pour principal outil Frontex, l'agence européenne des gardes-frontières et gardes-côtes.

Frontex a été créée en 2004 puis développée, en termes d'objectifs et de financements, depuis 2016 après l'année qui a vu arriver un million de réfugiéEs, suscitant la discorde entre des États européens déjà bien divisés sur de nombreuses autres questions. Ses prérogatives sont immenses. Le cœur de ses missions est étroit : empêcher toute immigration « illégale ».

La chasse aux migrantEs est ouverte aux frontières de l'UE

Frontex a pour première mission d'effectuer une « analyse des risques » selon les pays d'origine. Pour l'UE, le risque ce n'est pas la survie, la santé ou l'accueil des migrantEs, mais le danger d'un afflux important d'étrangerEs, la peur d'être débordée par un « grand remplacement » qui ferait trembler l'UE, sa civilisation, sa culture, ses religions chrétiennes...

Frontex assure le contrôle des flux migratoires et la gestion de ceux-ci par des recommandations insistantes auprès des États membres. L'agence peut ainsi intervenir directement dans un État « débordé » (!) si celui-ci le demande, et même s'il ne le demande pas, sur décision du Conseil de l'Europe. Par exemple, en 2018, avec l'opération Minerva, Frontex a envoyé des agents pour aider l'Espagne à mieux contrôler, c'est-à-dire à trier et à mieux renvoyer, des passagerEs arrivant en ferry du Maroc.

L'agence travaille en coopération étroite avec Europol et les polices de chaque État membre. Elle assure une veille permanente et une lutte incessante contre l'immigration clandestine et contre la criminalité transfrontalière

dont celle des passeurs. Elle organise les retours contraints des migrantEs, notamment avec des avions qui passent d'État en État pour être remplis, ce qui s'apparente à des sortes d'« expulsions collectives » dénoncées fortement par les associations et les magistrats. Outil administratif, technique et doté de réels pouvoirs, Frontex supprime leur pseudo démocratie européenne. Ce qui fait dire à la Cimade que « Frontex est LA pierre angulaire de l'espace de liberté, de sécurité et de justice de l'Union européenne ». Elle revendique de nombreux sauvetages en Méditerranée. Elle communique moins sur les dizaines de milliers de morts en Méditerranée ou dans la Manche. Et fait régulièrement porter la responsabilité sur les seuls passeurs.

Une absence totale de contrôle démocratique

L'agence Frontex est complètement indépendante de la seule instance européenne élue de l'UE, le Parlement européen. Ses orientations politiques sont décidées par le Conseil de l'Europe, dans le secret des cénacles de chefs d'État. Elle est juge et partie dans son fonctionnement. Ainsi, des faits de maltraitance de migrantEs ont été dénoncés par plusieurs associations humanitaires, et bien documentés par une enquête large de plusieurs médias, le site Correctiv, le journal The Guardian, la chaîne allemande MRD. Des faits très graves comme des jets de spray au poivre, des traques avec chiens, des coups, voire des abus sexuels. L'un des seuls droits des migrantEs qui arrivent sur le territoire, celui de déposer une demande d'asile, a été bafoué, des personnes ont été renvoyées manu militari

dès le passage de la frontière, notamment dans les cols du Briançonnais. Des mineurEs non accompagnés ont aussi été rejetés. Malgré des plaintes, l'agence a classé sans suite... Frontex c'est un peu l'idéal pour un proto État autoritaire, un modèle pour les États réactionnaires.

Des moyens financiers faramineux

Le budget de Frontex est en expansion depuis sa création. Pendant les premières années, Frontex utilisait essentiellement des agents des États membres mis à disposition pour une durée déterminée, douaniers, agents des PAF, policiers, informaticiens. Mais en 2019, la Commission européenne a proposé un corps permanent d'agents. Ils sont 5 000 aujourd'hui et seront 10 000 en 2027. Le budget de 1,3 milliard en 2020 doit passer à 5,14 milliards en 2027. Ce budget est consacré aux salaires ainsi qu'à l'achat et/ou l'entretien de technologies militaires. À ce jour, 21 avions, 27 hélicoptères, 116 navires. Ainsi que des matériaux de construction de murs, de centaines de kilomètres de barbelés, de radars mobiles, des détecteurs de CO₂, des détecteurs de battements cardiaques, des lunettes de vision nocturne, d'armes létales et non létales... Avec de plus en plus d'organisations, nous exigeons la suppression de Frontex, la destruction des frontières et de tous les outils de guerre déployés contre des centaines de milliers de réfugiéEs. Il faut supprimer les frontières, employer le budget aujourd'hui bloqué par Frontex dans l'aide, l'accueil, le soutien à tous les étrangerEs qui quittent leur pays.

Roseline Vachetta

POLITIQUE MIGRATOIRE EUROPÉENNE



SALAIRES

Pommier en lutte à Bagnères-de-Bigorre

L'entreprise Pommier est établie à Bagnères-de-Bigorre en Hautes-Pyrénées. Elle est spécialisée dans le secteur d'activité de la fabrication de matériel de distribution et de commande électrique. Les salariéEs sont en grève depuis le 24 mai. Le responsable CGT, Aurélien Leroy, nous a fait parvenir un article que nous sommes heureux de publier dans notre hebdomadaire. Le NPA 65 a envoyé un chèque de soutien à la lutte.

Après le rachat, en 2019, par Grégoire Libert, du groupe Cahors alors en difficulté, Pommier a subi deux PLE et un de ses sites a été fermé à Saint-Gilles. Tous les usages ont quasiment été supprimés. L'effectif de Pommier est passé en deux ans de 129 à 67 salariéEs. Aujourd'hui Pommier n'a presque plus d'encadrement et le savoir-faire est parti. Le personnel restant est en surcharge de travail ! Les résultats pour l'année 2021 ont atteint un niveau plus qu'acceptable, les salariéEs demandent à être récompensés de leurs efforts. Notre PDG a rejeté toutes les demandes des syndicats durant les NAO (négociations annuelles obligatoires) : pas d'augmentation, pas de prime... rien !



DR

Un patron dangereux

Le personnel Pommier est en grève depuis le 24 mai, soit plus d'un mois. Le 23 juin, notre PDG, sous la pression de la préfecture et de la Directe, nous a demandé de revenir à la table des négociations, mais aucune proposition concrète n'a été présentée.

La production est « assurée » aujourd'hui par des intérimaires et notre PDG veut expédier nos produits sans contrôle final. Ce contrôle final ne peut en effet être réalisé que par du personnel Pommier qualifié pour garantir les exigences de sécurité de notre principal client Enedis. L'installation de ces produits non contrôlés représente un vrai danger. Le personnel Pommier en grève, conscient de la dangerosité et animé par son professionnalisme, fera tout ce qu'il pourra pour que ces produits ne quittent pas le site de Bagnères-de-Bigorre. Les produits en question sont des cellules moyenne tension de 24 000 volts qui, sans contrôle rigoureux, peuvent exploser et provoquer la mort des utilisateurEs. Le PDG ayant décidé de continuer à sortir cette production, les salariéEs et les organisations syndicales CGT et CFDT ont saisi les services de l'État pour demander la mise sous protection de l'usine, considérant l'attitude de M. Libert d'irresponsable en sabotant l'expertise de l'entreprise et en décidant de mettre en danger la vie d'autrui. Une médiation sous l'égide de la Préfecture a été également demandée car toute la confiance a été rompue. Le procureur de la République sera également saisi car, au delà d'un conflit social, un délit relevant du pénal existe. Les salariéEs attendront jusqu'à ce que la direction réalise une proposition concrète et recevable au regard des efforts réalisés pendant trois ans. Une cagnotte Leetchi a été mise en ligne et une caisse de solidarité est présente au piquet de grève afin que toutes les personnes qui veulent apporter leur soutien puissent nous aider financièrement en ce moment très dur pour l'ensemble des salariéEs. Nous remercions tous les anonymes et les différentes associations et organismes ayant déjà participé.

Aurélien Leroy

Cagnotte en ligne : <https://www.onparticipe.fr/cagnottes/YlmwzBhS>

RAPPORT BRAUN SUR LES URGENCES

Du bricolage qui met en danger population et soignantEs

Il n'aura fallu que quelques heures à la Première ministre, Élisabeth Borne, pour approuver, lors d'un déplacement improvisé à l'hôpital de Pontoise, le « rapport flash » sur les urgences. Il n'est, à vrai dire, pas étonnant que les 41 mesures bricolées à la hâte par la Macronie pour essayer de passer l'été, reçoivent l'accord immédiat... de la Macronie.



CHARMAG

services techniques et logistiques, de plus en plus souvent confiés au privé, se dégradent eux aussi. 17 000 lits ont été supprimés par Macron depuis le début de la pandémie, s'ajoutant aux 100 000 lits supprimés en 20 ans. La chute des dominos a commencé, le système de santé publique est en situation d'effondrement. Il commence à y avoir des mortEs évitables parmi les patientEs... et parmi le personnel !

Des propositions anti-service public

Que propose donc le rapport pour éviter, si possible, le naufrage total ? La fin de l'accueil sans condition aux urgences ; la régulation de l'accès aux urgences de jour et de nuit. C'est-à-dire le tri des malades et la réorientation des cas jugés – par téléphone – les moins graves... vers une médecine de ville défaillante. Le but du gouvernement est une réduction de 20 à 30 % des urgences. Sachant que, déjà, les services de régulation

exploient. La solution pour le bon docteur Braun est simple : pour ne plus avoir de fièvre il faut casser le thermomètre !

En outre, le rapport demande de renforcer les consultations en vidéo, en maintenant leur remboursement à 100 % ou encore en déployant des unités mobiles envoyées à la demande du Samu, sans médecins, avec des objets connectés pour réaliser une téléconsultation avec un médecin libéral.

Le rapport préconise aussi de payer 100 euros de l'heure les généralistes acceptant de faire de la régulation, et un supplément de 15 euros par acte aux médecins recevant un malade hors patientèle – à la demande du Samu ou du service d'accès aux soins (SAS), sorte d'urgence de ville.

Le rapport parle également d'une revalorisation des heures supplémentaires effectuées par les soignantEs, la nuit et le week-end. Soit un rapport est des propositions à l'image de Macron et sa clique. Creux, tape-à-l'œil, vide et surtout

toujours dans la même ligne politique : celle de la destruction du service public.

Une solution, la lutte et l'action de la population et des soignantEs

Il n'y a rien sur la formation des personnels, sur la réouverture des lits, des services et des hôpitaux de proximité. Rien sur les nécessaires embauches des milliers de soignantEs et des autres emplois indispensables. Mais tout pour dissuader la population de se faire soigner ; car que se passera-t-il lorsque l'on dira à quelqu'un se présentant aux urgences que son cas ne nécessite pas de soins immédiats ? Quelles réponses pour les angoissés, les gens ne parlant pas français, les personnes seules et/ou âgées ? Les pauvres ne pouvant pas avancer de frais médicaux ?... Les 41 mesures approuvées par Élisabeth Borne n'ont rien d'un plan d'urgence, même provisoire, pour faire face à la situation pendant l'été. Il n'y a rien à attendre des fossoyeurs comme Macron, et de ses exécutants Borne et Braun. La seule issue à cette situation mortifère est la lutte et l'action de la population et des soignantEs. Déjà, plusieurs services d'urgences sont en grève. Mais cela ne suffira pas. Il faut une action massive et coordonnée sur tout le territoire avec les populations. Des comités de défense de la santé publique voient le jour, en lien avec les syndicats à plusieurs endroits. Ils pourraient avoir comme perspective, comme ce fut le cas en Grèce avec les dispensaires autogérés, la prise en main de la santé par la population elle-même, alliée aux professionnelEs. Sans attendre, c'est à cette remobilisation que forces syndicales, associatives et politiques doivent consacrer leurs forces.

Commission santé sécu social du NPA

EXTRADITION DES EXILÉ·E·S ITALIENS

La justice a désavoué la vengeance d'État

Mercredi 29 juin 2022, la Cour d'appel de Paris a donné un avis défavorable au mandat d'extradition contre dix ancienEs militantEs ayant participé à la lutte armée dans les années 1970.

Ces exiléEs vivent en France depuis plusieurs décennies où elles et ils ont trouvé, grâce à la « doctrine Mitterrand », asile en France. Aujourd'hui âgéEs de 61 à 78 ans, elles et ils ont été arrêtéEs en avril 2021 et placés sous contrôle judiciaire suite aux instructions du gouvernement français qui voulait répondre favorablement à la demande d'extradition émise par le gouvernement italien.

Soulagement et vigilance

Toutefois, les magistratEs, après plusieurs auditions, ont rejeté la demande d'extradition en s'appuyant sur les articles 6 et 8 de la Convention européenne des droits

de l'homme concernant le respect de la vie privée et familiale et le respect du jugement par défaut. Dans cette période marquée par l'autoritarisme et la répression, il s'agit d'une très bonne nouvelle. Un jugement d'autant plus important dans le contexte d'acharnement judiciaire contre Jean-Marc Rouillan, autre militant d'extrême gauche qui subit ces méthodes de vengeance d'État.

À l'annonce de cette décision du tribunal, les exiléEs et leurs nombreux soutiens ont senti un énorme soulagement. Toutefois, dès le lendemain, Macron lui-même, défiant la décision de justice, a exprimé sa volonté d'extrader les exiléEs.



FACEBOOK CAMPAGNE NON À L'EXTRADITION

Cela n'a qu'un seul objectif : faire plaisir au gouvernement italien et aux fascistes de la Ligue du Nord, présents d'une façon provocante au tribunal le 29 juin. Comme le tribunal n'a pas tranché dans le sens du gouvernement, Macron cherche les recours pour casser cette décision. Sa position concerne les ItalienEs mais crée ainsi un précédent (encore un) d'intrusion de l'exécutif dans le travail de la justice, révélateur d'une période où ceux qui nous gouvernent et au plus haut niveau se permettent tout.

La vengeance d'État n'a pas de limites, notre solidarité avec les exiléEs non plus !

Correspondante

ÉNERGIE EDF, TotalEnergies, Engie : cyniques et indécents

Les profits des grandes compagnies énergétiques ont explosé grâce à l'envolée des prix de l'énergie. Elles ont su profiter de la guerre en Ukraine, TotalEnergies engrange près de 14 milliards d'euros de bénéfices en 2021 et triple ses résultats au premier trimestre 2022. Les factures des ménages européens ont augmenté en moyenne de 51 % pour le gaz fossile et 30 % pour l'électricité, sans parler du prix du baril de pétrole. Et pourtant, dans un exercice de greenwashing étonnant, les PDG d'EDF et de TotalEnergies, la DG d'Engie demandent à la population de faire des économies d'énergie.

Dans le *Journal du dimanche* du 25 juin, ils ont ainsi appelé à ce que « *chacun d'entre nous – chaque consommateur, chaque entreprise – change ses comportements et limite immédiatement ses consommations énergétiques, électriques, gazières et de produits pétroliers* », se portant garants « *de la cohésion sociale et de la transition durable de notre pays* ». Cet appel à la sobriété énergétique est indécent, et les 12 millions de personnes qui vivent, en France, en situation de précarité énergétique, apprécieront.

Contre la culpabilisation des consommateurs, d'autres pistes existent

Cette tribune sert d'écran de fumée à tous les contrats climaticides de gaz naturel liquéfié qu'Engie et TotalEnergies ont mis en place depuis le début du conflit, au détriment de la planète. L'exploitation du gaz naturel liquéfié (GNL), souvent issu du gaz de schiste, sa liquéfaction, son transport, entraînent une empreinte carbone et environnementale plus importante que celle du gaz naturel classique.



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

La crise climatique pose aujourd'hui la nécessité d'une réduction massive des énergies fossiles, du gaspillage énergétique de nos sociétés. Au delà de la culpabilisation des consommateurs, beaucoup d'autres pistes existent : – mettre fin aux projets destructeurs de l'environnement, ceux de TotalEnergies qui poursuit ses investissements gaziers et pétroliers dans de nombreux pays ;

– sortir du Traité sur la charte de l'énergie (TCE), utilisé par les investisseurs du secteur des énergies fossiles pour protéger leurs intérêts face aux politiques climatiques. En clair, pour continuer à polluer sans risque ; – développer une politique énergétique alternative efficace, ambitieuse, et juste. En prenant en charge l'amélioration de l'efficacité énergétique dans les bâtiments et l'industrie, la rénovation et l'isolation

des habitations, en associant les citoyenEs au développement des énergies renouvelables, dans le respect de la biodiversité et des critères sociaux et environnementaux ; – faire payer les riches dont le mode de vie (jets privés, voitures de luxe, super-yachts...) consomme énormément d'énergie ; – taxer les profits insolents des profiteurs de guerre pour financer la transition énergétique, comme l'estiment les grands organismes internationaux – qui ne sont pas des anticapitalistes forcenés – comme l'AIE, la Commission européenne, l'OCDE ; – enfin, créer un secteur public de l'énergie, socialisé, dans lequel la logique du commun permet la gratuité pour les besoins de base, le contrôle, les choix politiques démocratiques en fonction des besoins sociaux et écologiques et non des profits.

Les mesures nécessaires qui répondent à l'urgence sociale et à l'urgence climatique existent. Nous les mettons en place contre les lobbys et les politiques climaticides de TotalEnergies, Engie et EDF.

Commission nationale écologie

BLOIS Victoire face au projet autoritaire et sécuritaire

Il y a de ça plus d'un mois, nous apprenions que le proviseur d'un lycée de Blois, connu localement pour sa fidélité à Jean-Michel Blanquer, voulait mettre en place des caméras de surveillance dans l'enceinte de l'établissement pour lutter contre la délinquance.

Des lycéenEs appuyés par le NPA Jeunes 41 étaient intervenus pour informer et s'opposer au projet¹. Un mois plus tard, bonne nouvelle : il n'y aura finalement pas de caméra dans la cité scolaire d'Augustin-Thierry de Blois.

locale pour pouvoir dissenter sur son projet, sans aucune contradiction possible, c'est bien le rapport de forces des concernéEs qui l'a emporté. Les lycéenEs ont multiplié les tractages avec le concours du NPA Jeunes 41, pour informer le plus de monde possible et ont mis en place une pétition ayant réuni près de 250 signatures.

Cette campagne de dénonciation n'a pas plu à Lauxire qui a cherché à intimider les militantEs jusqu'à physiquement lors d'un tractage. Cela n'aura pas suffi pour décourager les lycéenEs qui ont toujours réclamé pour endiguer les prétendues dégradations, l'embauche de plus d'AED et l'amélioration de leurs conditions de travail. Les caméras n'endigueront jamais le problème qui est également un problème social.

Le jour du CA, à l'appel du NPA et des lycéenEs engagés contre les caméras, se sont réunis une trentaine de personnes, personnels, élèves, parents d'élèves et soutiens. Malgré le nombre peu élevé mais explicable, les vacances et corrections d'épreuves, cela a permis de faire une dernière démonstration de l'implication de celles et ceux qui ne veulent pas de la surveillance généralisée. Encore une démonstration qu'en installant un rapport de forces face à des projets autoritaires, nous pouvons gagner. Et si nous n'avons aucun doute sur le fait que Lauxire reviendra à la charge dans des temps prochains, nous continuerons d'appuyer de toute notre force l'opposition jusqu'à la victoire, comme nous l'avons fait une première fois !

Radu Varl

1 – Voir l'Anticapitaliste n°618.

À Augustin-Thierry on n'éduque pas, on surveille !

Le Conseil d'administration où siègent notamment des éluEs lycéens et du personnel, s'étant réuni le 30 juin, en a décidé ainsi. Le proviseur de l'établissement, Lauxire, a annoncé au début de celui-ci avoir décidé d'abandonner le projet. Ce fut alors un moyen pour lui de s'épargner l'humiliation d'un vote au conseil qui aurait été de toute manière en sa large défaveur. Et

ce résultat est dû à la mobilisation des lycéenEs et des personnels qui se sont opposés dès le début contre le projet délirant d'un proviseur fidèle à l'ancien ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer et à ses méthodes autoritaires et sécuritaires.

Dès le début, les lycéenEs ont cherché à informer et à montrer une opposition de fond au proviseur tant sur la question économique que

sociale. Mais l'objectif de Lauxire n'était pas de créer un cadre propice à l'enseignement et au développement, mais plutôt de surveiller et punir celles et ceux ne rentrant pas dans le cadre. C'est sa logique autoritaire et capitaliste qui vient d'être mise au ban par la mobilisation !

Le rapport de forces victorieux

Alors que Lauxire a bénéficié de l'éclairage profitable de la presse

GRÈVE À ROISSY

300 euros pour faire s'envoler nos salaires ?

Retour sur la grève de la semaine dernière à Aéroports de Paris.

À Roissy, les salariéEs veulent 300 euros pour toutEs et comptent bien se battre pour les obtenir. Le 30 juin, ce sont les pompiers d'Aéroports de Paris qui ont ouvert le bal en se mettant en grève et en entraînant une annulation de 10 % des vols. Le lendemain, vendredi 1^{er} juillet, 20 % des vols étaient annulés. Pour la première fois dans l'histoire de la plateforme, l'appel à la grève touchait une trentaine d'entreprises (sur les 800 que comptent Roissy). Une manifestation de plus de 400 salariéEs dont de nombreux sous-traitants, a déambulé dans le terminal 2 devant les voyageurs impactés par les annulations de vols et retards. Manière de leur expliquer les raisons de la grève qui perturbe le trafic.

Vers l'extension aux autres entreprises de l'aéroport ?

Face à cela, le patronat de l'aéroport commence déjà à manœuvrer pour essayer de diviser les salariéEs entre entreprises, proposant des primes dans certaines où la grève était plus suivie. Mais la ficelle était trop grosse : les pompiers d'AdP ont refusé une prime mensuelle de 250 euros brut pour rester dans le mouvement avec les autres salariéEs. Cette manifestation a permis de répéter que c'est ensemble que les travailleurEs de toutes les entreprises de la plateforme obtiendront satisfaction sur la demande d'augmentation de salaire et que les primes ne suffiront pas, c'est de 300 euros minimum dont nous avons tous besoin pour faire face à la situation.

Les salariéEs qui souhaitent préparer la suite ont prévu de se réunir pour poursuivre l'extension aux autres entreprises de l'aéroport. Si les patrons refusent pour l'instant de céder, le contexte est propice à la grève : avec les congés d'été elle est plus visible et son impact est plus fort. Surtout, la pénurie de main-d'œuvre aéroportuaire améliore le rapport de forces en faveur des salariéEs, comme dans bien d'autres secteurs.

Après avoir licencié 4 000 salariéEs pendant la crise sanitaire, les patrons ne parviennent plus à embaucher alors que le trafic aérien reprend son niveau d'avant la pandémie. La faute aux salaires trop bas et aux conditions de travail difficiles, voire invivables à cause du manque de personnel : sous-effectif chronique, doubles vacances imposées, couacs au quotidien...

Évidemment, avec les départs en vacances, les dysfonctionnements se multiplient et entraînent des retards. Au lendemain de la grève, une vidéo prise par des bagagistes montrait l'impact du mouvement (90 % des bagagistes étaient en grève le 1^{er} juillet) couplé au manque de maintenance : une trieuse est tombée en panne, laissant des milliers de valises en rade à Roissy, alors que leurs propriétaires s'envolaient.

De nouveaux appels à la grève sont annoncés pour les jours à venir. Si les salaires ne décollent pas, les bagages et les voyageurEs risquent de rester durablement au plancher !

Pierre Selim

l'Anticapitaliste la revue

Le n°136 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Nantes

Une réunion-débat vivifiante !

Le jeudi 30 juin, Philippe Poutou était invité à Nantes pour débattre de la situation politique et des perspectives à apporter.

Un peu plus de 80 personnes sont venues participer à un débat riche et constructif organisé par le comité NPA de Nantes, à la salle de la Mano, au Chêne des Anglais, un quartier au nord de la ville. L'Union communiste libertaire et Nantes en commun, un mouvement de réappropriation de la ville, ont répondu favorablement à notre invitation et sont venues apporter de l'aide pour le bon déroulement de la soirée et tenir une table de presse.



KYDAM

Des perspectives sociales et politiques

Après une intervention de Sandra présentant les enjeux de la discussion, la tribune et les intervenantEs, David, représentant le NPA dans le comité de soutien « Pour la paix en Ukraine » est revenu sur quelques éléments de compréhension de la situation ouverte par la guerre en Ukraine, qui a de terribles conséquences sur les populations du monde entier. Il a insisté sur la nécessité de construire un mouvement de solidarité internationale, un mouvement antiguerre de masse, tant il est évident que ce sont toujours les populations qui paient le prix des impérialismes et leurs rivalités. Sylvanie, intervenant pour le NPA dans le Collectif action santé de Nantes, a dépeint la situation catastrophique dans les établissements publics de santé, pointant la responsabilité des politiques néolibérales menées par les différents gouvernements qui se sont succédé depuis plus de vingt ans. Elle a également présenté les actions du collectif en insistant sur la possibilité, bien que sa construction ait démarré, de contrer l'aboutissement du futur CHU qui poursuivra les politiques de pénurie dans le secteur car il sera accompagné d'une réduction des lits et des effectifs.

Philippe a ensuite pris la parole pour présenter une analyse de la situation politique et sociale et avancer des pistes comme autant de solutions possibles pour retrouver le chemin du combat, des luttes et de l'espoir. La salle s'est d'ailleurs saisie de cette opportunité et a largement contribué, par de multiples et diverses interventions, à un échange franc et constructif, tout le monde cherchant à juste titre une issue à la situation de violence sociale et face au danger représenté par l'extrême droite, notamment le RN. Plus que jamais, il est apparu nécessaire de construire une alternative au service des travailleursEs, de construire une gauche de combat. Si la dynamique électorale de la Nupes est une bonne nouvelle, un consensus partagé a souligné que cela n'était absolument pas suffisant pour répondre à l'urgence de la situation dans laquelle nous nous trouvons. Il est en effet nécessaire de nous organiser partout où cela est possible, sur nos lieux de travail, nos lieux de vie... La question de la construction d'un outil politique pouvant contribuer à nous donner plus de force a également été abordée et est restée ouverte. Après avoir conclu la réunion en entonnant une *Internationale* avec enthousiasme, de nombreux et nombreuses participantEs sont restés poursuivre la discussion de manière plus informelle autour d'un verre de l'amitié. Ce rendez-vous en appelle d'autres.

Correspondant

Ces prochains mois, débattre, résister, construire

Direction élargie du NPA, le CPN s'est réuni samedi 2 et dimanche 3 juillet. L'enjeu était de faire le point sur la situation, en particulier politique, à l'issue de la longue séquence électorale et d'envisager le rôle du NPA à la lumière de celle-ci.

La réunion s'est ouverte sur un temps long de trois heures d'échanges et de débats afin d'analyser les tendances lourdes qui marquent la situation. Dans ce cadre, et après une suspension du CPN pour participer à la manifestation parisienne en faveur de la défense de l'avortement, un focus particulier a été mis sur le développement inquiétant des extrêmes droites dans la dernière période, focus discuté avec des camarades de la Commission nationale antifasciste du NPA.

Une nouvelle étape de la crise de domination et de légitimité des possédants

C'est l'ensemble des échanges de cette première journée de réunion qui a conduit à l'adoption d'une résolution sur la situation (majoritaire à près de 57%). Dans celle-ci, nous posons en préambule que « les résultats des élections législatives approfondissent les tendances lourdes de la présidentielle. Le rejet des forces politiques considérées comme responsables de la crise multiforme du capitalisme s'exprime dans la structuration de trois blocs. Cela crée une situation imprévue, inédite depuis 1958, une nouvelle étape de la crise de domination et de légitimité des possédants. Révélatrices d'un durcissement de la lutte des classes, elle peut déboucher sur des issues



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

contradictoires pour notre camp. Le désaveu du projet néolibéral de Macron qui s'est exprimé dans les urnes pourrait ouvrir la voie à de nouvelles mobilisations, poursuivant la reconfiguration de la gauche ou, inversement, se concrétiser par une nouvelle offensive de l'extrême droite et un renforcement de son poids politique sur la situation. »

En particulier, « l'extrême droite a réussi à infuser suffisamment ses idées pour capter la colère anti-Macron. Marine Le Pen a continué sa campagne sur la question du pouvoir d'achat pour capter le vote des classes populaires. Le processus de banalisation du RN a en outre été accéléré par la banalisation du racisme dans les discours politiques et médiatiques ainsi que par le tournant autoritaire pris par Macron. L'effondrement du récit autour du front républicain et

de la logique du barrage (notamment par le biais des appels confus de la Macronie visant à contrer "tous les extrêmes", voire la défense d'un barrage républicain... contre LFI) a contribué à faire entrer massivement l'extrême droite à l'Assemblée, avec 89 députéEs, des centaines d'attachéEs parlementaires et de permanents, des dizaines de millions d'euros pour construire son appareil. »

« Une orientation unitaire et des batailles politiques »

Si les grands traits de la situation sont largement partagés au sein du CPN, les désaccords ont fait jour autour du positionnement de notre organisation pour la suite. Des désaccords qui prolongent ceux déjà exprimés, y compris par voie de tribunes dans notre presse à l'occasion des élections législatives, autour du positionnement du NPA de soutien aux candidatures de la Nupes en rupture avec le social-libéralisme. Ainsi, nous affirmons dans la résolution adoptée : « Hétérogène et soumise aux pressions des négociations parlementaires et des logiques d'auto-préservation de chacune de ses composantes, la Nupes n'est pas stabilisée mais pourrait constituer une étape dans le processus de recomposition de la gauche. Nous souhaitons être partie prenante de la construction d'un cadre unitaire pour les luttes et un programme de rupture avec l'ordre

néolibéral, tout en gardant notre indépendance politique et militante. Partout où c'est possible, nous devons proposer de continuer à construire des cadres unitaires de luttes pour les revendications du monde du travail, des classes populaires, pour les luttes écologiques, de défense des services publics, contre la présence de l'extrême droite localement, et, plus largement, pour discuter d'une alternative au capitalisme. »

C'est pour cela que ces prochaines semaines, ces prochains mois, nous allons poursuivre à la fois notre action unitaire et dans ce cadre mener les débats nécessaires à l'organisation de notre camp social. Cela concerne la Nupes, en particulier sa composante Union populaire-LFI, à qui nous allons à nouveau nous adresser (après la réunion-débat réussie à Paris vendredi 24 juin) pour proposer si cela est possible un travail commun autour des parlements populaires, nationaux comme locaux. Cela concerne aussi diverses composantes de l'anticapitalisme et des mobilisations que nous avons déjà rencontrées (Rejoignons-nous, Ensemble!, On s'en mêle, Union communiste libertaire, PEPS...). L'enjeu de cette orientation est bien de faire des pas dans le regroupement des forces qui veulent rompre avec ce système, ce que nous allons rappeler par un appel public ces prochains jours. Au-delà de cette discussion essentielle, nous avons aussi eu un bilan financier de notre présence à l'élection présidentielle, et nous avons fait le point sur la préparation de notre prochaine université d'été.

Enfin, le CPN a adopté une motion convoquant le 5^e congrès du NPA aux dates du vendredi 9, samedi 10 et dimanche 11 décembre. Le débat porte une organisation efficace et utile à notre classe va donc continuer.

Manu Bichindaritz

Féminisme

LFI et les violences sexistes : peut (beaucoup) mieux faire !

Mais qui est encore surprisE que les hommes, en particulier en position de pouvoir, dans les organisations de gauche, aient des comportements sexistes parfois très graves ? On peut citer les cas de Benjamin Amar à la CGT et au PCF, de Taha Bouhafs à la LFI, de Denis Baupin à EÉLV, etc. Au NPA aussi, nous avons été confrontés à des cas graves de violences sexistes et sexuelles. Nous ne nous pensons pas irréprochables sur notre gestion de ceux-ci, mais nous avons essayé d'apprendre et continuons nos efforts dans cet engagement.

Dans « l'affaire Éric Coquerel », ce qui nous amène à réagir ici ne sont pas les faits rapportés (qui ne sont pas l'objet de cet article), mais la façon dont LFI, et en particulier des militantEs actuellement très en vue, réagissent aux accusations dont fait l'objet l'un de leurs députés.

Même à gauche, il est difficile de parler

D'abord il est toujours bon de rappeler certaines choses qui devraient être des évidences. Les fausses accusations sont extrêmement rares (on estime ces cas à environ 2/1000). Tout simplement parce qu'il est très difficile de dénoncer de tels agissements : remise en doute de la parole des femmes, minimisation des faits, culpabilisation des victimes... Et quand c'est dans notre propre camp politique, les femmes peuvent être accusées de fragiliser leur organisation, voire

d'utiliser des fausses dénonciations à des fins politiques. À l'échelle de la société, cela se transcrit par le faible nombre de plaintes qui sont déposées par les victimes, et par l'omerta qui règne encore globalement malgré le mouvement #metoo. Même dans les cas les plus graves comme les viols, on estime que moins de 1% des violeurs sont réellement condamnés. Dans de telles conditions, il faut être vraiment motivée pour dénoncer les violences dont on a été victime.

Dans ce contexte, faire valoir la présomption d'innocence de l'accusé, cela signifie mécaniquement dire à la victime que ses accusations sont a priori fausses. Or, ce que demandent les femmes victimes de violences c'est justement qu'on les croit a priori. Et c'est ce que ne font pas LFI, Jean-Luc Mélenchon, Leïla Chaïbi, etc. Pourtant, quand bien même l'accusé serait finalement innocent, il aura été au pire suspendu

quelques semaines le temps d'une enquête interne à l'organisation puis réhabilité par une communication. Convenons que ceci est bien moins grave que de faire subir à une victime la présence de son agresseur.

Une bataille de chaque instant

La prise en charge des violences sexistes et sexuelles a beaucoup progressé depuis le mouvement #metoo. Dans les organisations de gauche, un réel travail est fait pour améliorer la prise en charge des victimes. L'affaire en cours, de la même manière que celle de Denis Baupin¹, met en lumière les difficultés auxquelles nous sommes confrontés pour avancer, mais on voit aussi, dans les différences entre les deux affaires, les évolutions positives dans la prise en compte de la parole des militantes.

La question du pouvoir reste un obstacle majeur : plus la position

occupée par l'agresseur est « élevée », plus il est difficile de faire émerger la parole des femmes et de prendre en charge les faits. Or cette question du pouvoir est incontournable dans les organisations quelles qu'elles soient. La position exprimée entre autres par Caroline De Haas², qui par ailleurs ne cache pas son soutien à la Nupes, résume bien ce qu'aurait pu être un traitement correct par LFI : assumer la prise en charge, encourager la parole des victimes, agir et sanctionner si nécessaire en proportion des actes, communiquer sur les actions prises.

En finir avec les violences sexistes et sexuelles et avec le sexisme ordinaire au sein de nos organisations ne peut se faire de manière décorrélée du reste de la société. Cette bataille est une bataille de chaque instant, de chaque lieu : à la maison, au travail, dans la rue, dans nos syndicats, nos partis. Elle est nécessaire et subversive car elle remet en cause des fonctionnements profondément ancrés. Mais elle œuvre à l'émancipation de touTEs et à l'épanouissement de chacunE.

Solidarité avec les femmes qui dénoncent les violences, victimes on vous croit ! Organisons-nous à tous les niveaux pour en finir avec cette société capitaliste et patriarcale.

1 – <https://nouveauanticapitaliste.org/actualite/feminisme/laffaire-baupin-un-cas-decole-concernant-les-violences-sexistes>

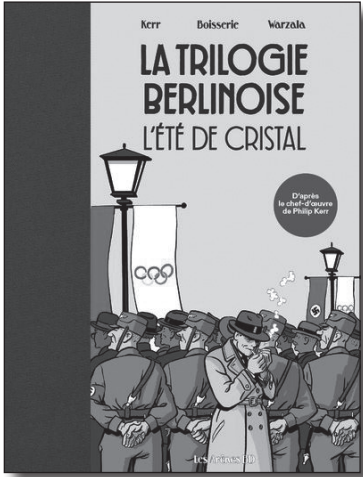
2 – <https://blogs.mediapart.fr/carolinedehaas/blog/030722/le-communique-qui-aurait-du-etre-ecrit>

Roman graphique

La Trilogie berlinoise : L'été de cristal

D'après l'œuvre de Philip Kerr, scénario Pierre Boisserie, dessin de François Warzala. Éditions Les Arènes BD, 134 pages, 20 euros.

Berlin 1936. La ville s'agite. Les jeux Olympiques approchent et les SA sont partout. Pas pour rudoyer la population juive mais pour vider les rues de toutes les marques et panneaux les plus antisémites du régime et de ses affidés. Bernie Gunther, ancien commissaire de la police berlinoise, est devenu détective privé pour ne pas travailler pour l'État raciste et s'éviter pas mal d'ennuis aussi. Il est spécialiste en recherche de personnes disparues, chose courante depuis l'arrivée au pouvoir du parti national-socialiste.



Hermann Six, un riche industriel, lui demande d'élucider le meurtre de sa fille Grete et de son gendre Paul. Très vite, Bernie se retrouve au cœur d'un complot qui implique les plus hautes sphères du nazisme : Göring, Heydrich, Himmler, la SS et la Gestapo. Que du beau monde et du bonheur en perspective ! Nous avons salué ici pratiquement tous les romans de Philippe Kerr dont cette fameuse *Trilogie berlinoise*. Adapter en BD une œuvre d'une telle puissance semblait une gageure et il a fallu du temps pour admettre que les auteurs avaient gagné leur pari¹.

Des dorures du Reich au camp de concentration de Dachau
Après une soirée de mariage bien arrosée, en sortant de la salle des fêtes, Bernie est invité à rencontrer un avocat qui le conduit chez un monsieur fort riche, Herr Doktor Hermann Six. La fille de ce dernier et son beau-fils sont morts brûlés dans leur maison et des bijoux de très grande valeur ont disparu. Cependant quand on est un riche industriel de la métallurgie et qu'on voit poindre une guerre, potentielle source de gros profits à venir, il est bien difficile de croire à un accident ou à un vulgaire vol maquillé en crime. Surtout quand

son principal ennemi en stratégie économique n'est autre que Göring et que son gendre bosse pour la Gestapo. L'intrigue du roman menait le détective sur plusieurs pistes, de la pègre traditionnelle aux différentes fractions du parti nazi et aux pourris de la Kripo (police criminelle) qui ont pris du grade depuis le départ de Bernie. Si le scénario de Pierre Boisserie reste fidèle à Kerr, il raccourcit un peu et ne va pas jusqu'à l'internement volontaire de Bernie à Dachau pour retrouver le suspect numéro un. L'univers concentrationnaire y est cependant bien présent et c'est toute la force de la BD comme des romans de Kerr de savoir « *investiguer dans un régime de terreur et d'intimidation qui légitime le génocide des juifs et met police et justice à sa botte, [...] comme de s'introduire dans l'Histoire (avec un grand H) sans la dénaturer par la fiction en y mêlant personnages et personnes réelles* »². La BD illustre au mieux l'ambiance délétère qui règne à Berlin pour les jeux Olympiques ainsi que le climat de haine et de dangerosité où évolue le détective.

La ligne claire pour mieux nous plonger dans les années 1930
Le dessin réaliste de François Werzala rend bien compte de

l'univers de Philippe Kerr. Il croque un Bernie Gunther un peu fatigué sans illusion sur le genre humain, légèrement alcoolique, antinazi à une époque où une simple remarque sarcastique peut conduire au camp de concentration. Les tons bruns ou beiges utilisés par la coloriste Marie Galopin nous font voyager dans une ville de Berlin aujourd'hui disparue avec ses immeubles, places et boulevards. Des couleurs plus vives éclairent les robes des femmes de Berlin dont l'énigmatique et belle assistante de Bernie, Inge Lorenz, disparue, à son tour, en pleine enquête et pas pour une fugue. À la fin de ce tome 1, les JO sont terminés et les SA et autres nazis replacent, avec un air très satisfait, tous les panneaux antisémites et recouvrent les murs d'affiches à la gloire du Führer. Kerr en BD c'est finalement un sacré antidote contre le fascisme et nous pourrions en avoir diablement besoin dans les mois qui viennent.
 Sylvain Chardon
 1 – La BD est en effet sortie depuis quelques mois (novembre 2021) et le tome 2 de cette *Trilogie berlinoise*, *La pâle figure*, est en préparation.
 2 – Extrait de la postface de la BD écrite par Macha Séry, critique littéraire au *Monde*.

Essai

Des îles : Lesbos 2020, Canaries 2021, de Marie Cosnay

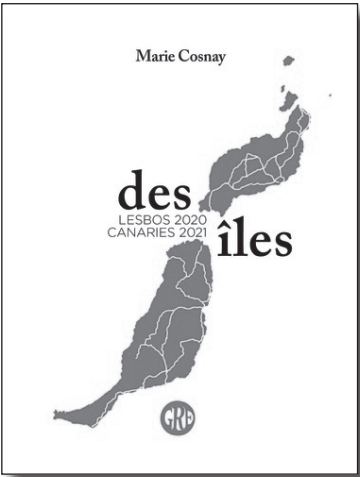
Éditions de l'Ogre, 2021, 296 pages, 21 euros.

Écrivaine et enseignante, Marie Cosnay mène, depuis plusieurs années, une activité militante en Pays basque en aidant et accompagnant les migrantEs qui passent la frontière franco-espagnole et aboutissent à Bayonne. C'est donc un milieu qu'elle connaît bien.

«Une observation géographique de ce qu'une politique absurde fait aux individus»
Elle s'est rendue en 2020 dans l'île grecque de Lesbos, en Méditerranée, et l'année suivante dans l'archipel espagnol des Canaries, dans l'Atlantique au large des côtes marocaines, pour recueillir les témoignages de celles et ceux qui fuient leur pays pour tenter de trouver asile en Europe, un continent qui leur ferme ses portes. D'où des errances perpétuelles, des emprisonnements, d'interminables attentes de visa, mais aussi parfois des coups, des viols, des vols, des mauvais traitements et souvent la mort par noyade en pleine mer, aux mains de tortionnaires ou au cours de rixes. Interrogée sur France Culture lors de la parution de l'ouvrage, elle avait déclaré : « *Mon livre est une observation géographique de ce qu'une politique absurde fait aux individus.* » Cette politique migratoire mise en place par l'Union européenne, l'autrice ne la décrit pas d'un bloc, mais elle en dévoile ses différents aspects à travers les parcours d'hommes et de femmes pour qui la migration est toujours un choix conscient, même s'il est souvent contraint. Car les raisons de migrer sont nombreuses. Depuis les guerres et les violences de la répression jusqu'aux situations économiques catastrophiques en passant par la fuite

de jeunes filles qui refusent d'être mariées de force ou les membres de minorités ethniques ou religieuses qui essaient d'échapper aux persécutions. Et cela provoque des drames humains, aggravés par la bureaucratie tatillonne des autorités européennes. Ainsi, on va arracher des enfants en bas âge à leur mère en attendant d'effectuer des tests ADN de filiation, ce qui peut durer des semaines, ou bien annuler des visas du jour au lendemain.

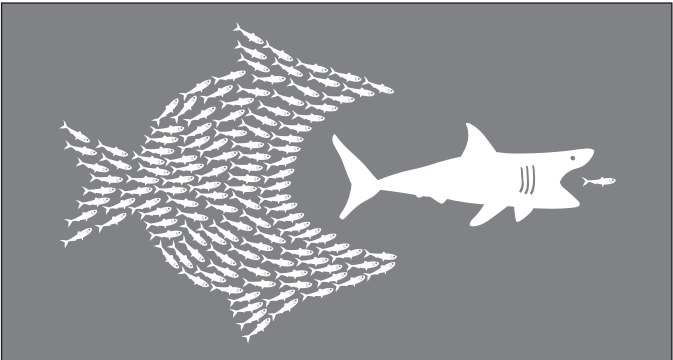
L'insoutenable attente
Mais, par dessus tout cela, plane l'insoutenable attente de celles et ceux qui espèrent des nouvelles des membres de leur famille qui ont tenté de migrer mais ont soudainement



disparu. Sont-ils morts sur les pistes du désert ? Réduits en esclavage ?

En prison ? Assassinés pour être dépouillés par des gardes-côtes peu scrupuleux ? Noyés dans le naufrage de leurs chétives embarcations ? Autant de question auxquelles nombre de familles n'obtiennent jamais de réponse. Elles se raccrochent alors à l'espoir que leurs proches ont peut-être pu s'en tirer malgré tout et qu'un jour ou l'autre on les verra refaire surface. Un livre éclairant, même s'il est parfois d'une lecture un peu ardue. En effet l'autrice fait le choix systématique de donner la parole aux migrantEs eux-mêmes, ce qui aboutit à un foisonnement de récits croisés, souvent poignants, mais où il est parfois un peu difficile de se retrouver.
 Jean Liévin

14^e université d'été du NPA



RDV à Port-Leucate !

La 14^e université d'été du NPA se déroulera, cette année encore, au village vacances Rives des Corbières de Port-Leucate. Rendez-vous du 21 au 24 août (accueil à partir du samedi 20 dans l'après-midi, départ le jeudi 25 après le petit-déjeuner).

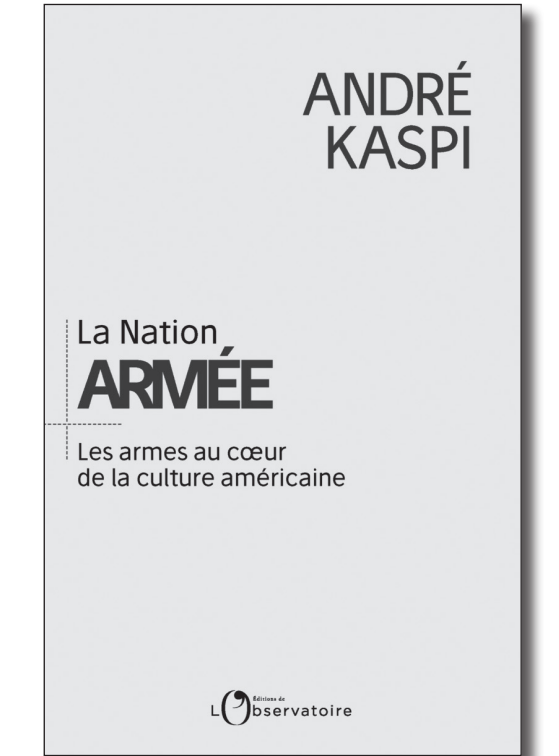
TARIFS PAR PERSONNE (PENSION COMPLÈTE)

Revenu net mensuel	Tarifs
inférieur à 800 €	124 €
entre 800 € et 1 000 €	144 €
entre 1 000 € et 1 220 €	168 €
entre 1 220 € et 1 320 €	200 €
entre 1 320 € et 1 420 €	224 €
entre 1 420 € et 1 720 €	264 €
entre 1 720 € et 2 020 €	300 €
entre 2 020 € et 2 520 €	320 €
entre 2 520 € et 3 000 €	356 €
entre 3 000 € et 3 500 €	396 €
entre 3 500 € et 4 000 €	448 €
supérieur à 4 000 €	504 €
Enfants	Tarifs
moins de 2 ans	gratuit
jusqu'à 11 ans inclus	112 €
plus de 11 ans	124 €
Inscription en ligne : NOUVEAUPARTIANTCAPITALISTE.ORG/UE2022	

Essai

La Nation armée, d'André Kaspi

Éditions de l'Observatoire, 224 pages, 19 euros.



La persistance de la culture de l'arme individuelle à une échelle de masse : l'historien André Kaspi revient sur cette marque de la société étatsunienne. Voici les grandes lignes de son analyse.

Plus d'armes que d'habitants
Estimé en 2015 à 357 millions, le nombre d'armes dépasse celui des habitantEs aux États-Unis. Leur répartition n'est toutefois pas uniforme : elles seraient détenues par 22-25 % de la population. 7,7 millions d'ÉtatsunienEs, soit 3 % d'entre elles et eux, possèderaient 130 millions de guns. Ces superdétenteurs (possédant de 8 à 140 engins) ne sont pas représentatifs de l'ensemble du pays. Alors que la population résidente a fortement augmenté (de 36 % en 40 ans), les nouveaux arrivants sont moins attirés par les armes. Nous sommes très loin d'un « peuple en armes » appliquant le deuxième amendement de la Constitution de 1791. La violence armée est l'héritage de l'économie esclavagiste et des guerres menées contre les nations indiennes pour leur prendre leurs terres. Le développement du capitalisme étatsunien est donc fortement liée à cette violence armée sur son propre territoire. À la différence des puissances coloniales européennes, les racistes américains exploitaient leurs esclaves sur leur propre territoire.

Le port d'arme comme le pilier de la liberté
La terrible guerre civile (1861–1865) est aussi une autre situation inconnue en Europe. La peur des révoltes justifiait la possession d'armes. Après la fin de la guerre civile, les bandes du Ku Klux Klan font régner la terreur en désarmant systématiquement les anciens soldats noirs. Les nouveaux citoyens n'auront pas de fusils. Les actes racistes et les assassinats maintiennent une violence inouïe jusqu'à aujourd'hui. Les spectacles puis le cinéma contribuent à présenter cette violence armée comme une « tradition ». Selon un sondage de 1959, 60 % des ÉtatsunienEs étaient favorables à une interdiction des armes de poing. En 2008, ce pourcentage est passé à 24 %. Pourquoi cette inquiétante évolution ? Le tournant ultralibéral et nationaliste des années 1980 a contribué à la construction d'un nouveau socle idéologique en présentant le port d'arme comme le pilier de la liberté. Détenir et porter une arme est devenu un geste de ralliement conservateur et un geste de méfiance envers l'État fédéral. La ségrégation raciale et sociale s'est accentuée avec une militarisation des forces de police et une répression judiciaire plus dure. Dernier constat. Les armes de poing tuent principalement leurs propriétaires. Les deux tiers des décès par arme à feu sont des suicides, ce qui représente chaque année entre 30 000 et 35 000 mortEs. Image horrible d'une société inhumaine.
 José Sanchez
Article paru dans le n°370 de *solidarités* (Suisse).

Appel urgent à la solidarité financière envers la Birmanie et les Philippines, le Pakistan et le Bangladesh, l'Indonésie

La guerre en Ukraine a dominé ces derniers mois l'actualité internationale. Il n'en va pas de même de la guerre en Birmanie où, pourtant, la résistance à la junte militaire se poursuit dans des conditions dramatiquement difficiles. En effet, en Asie du Sud et du Sud-Est, les mouvements progressistes se mobilisent face aux crises démocratique, sociale, climatique, écologique et sanitaire qui frappent durement les populations. Europe solidaire sans frontières (<http://www.europe-solidaire.org/>) lance un appel urgent pour relancer la solidarité, y compris financière, avec ses partenaires dans cette partie du monde.

Après le sanglant putsch militaire birman, nous avons reçu l'an dernier un montant inédit de dons, ce qui nous avait permis d'envoyer aux forces de résistance de ce pays une aide financière notable, sans pour autant réduire celle dédiée aux partenaires usuels d'ESSF, que ce soit au Bangladesh (les mouvements associés aux organisations paysannes BKF-BKS), en Indonésie (l'association Femmes libres – Mahardika), au Pakistan (la Labour Education Foundation et la Crofter Foundation), aux Philippines (la coalition d'association MiHands à Mindanao).

L'objectif: récolter le même montant que l'année dernière

Nous espérons maintenir en 2022 le même niveau d'aide qu'en 2021, mais nous avons jugé qu'il n'aurait pas été efficace de lancer un nouvel appel à dons au lendemain de l'invasion russe en Ukraine. Nous avons, sur notre site internet, abondamment couvert cette guerre européenne, mais, en matière d'aide financière, l'Europe est en dehors du champ d'engagement de notre association. Il est en revanche de notre responsabilité de maintenir le soutien envers nos partenaires asiatiques. Nous lançons donc cet appel de fonds, avec l'objectif de récolter le même montant que l'année dernière.

Notre dernière campagne de collecte de fonds, menée fin 2021, nous a permis de réapprovisionner notre Fonds de solidarité permanent et de fournir une aide financière limitée à nos partenaires asiatiques. Le conflit ukrainien s'inscrit désormais dans la durée et continuera de dominer l'agenda international. Cependant, nous ne pouvons pas retarder plus longtemps notre solidarité. Nous lançons donc cet appel de fonds, avec l'objectif de collecter le même montant que l'année dernière.

Le conflit ukrainien s'inscrit maintenant dans la longue durée et il va continuer à marquer l'actualité internationale. Nous ne pouvons cependant attendre plus longtemps avant de lancer un nouvel appel à dons. La campagne menée fin 2021 pour abonder notre Fonds permanent de solidarité, nous a permis d'assurer jusqu'à aujourd'hui une aide financière (certes insuffisante) à nos partenaires, mais nous avons atteint nos limites. Nous devons dorénavant atteindre en un semestre les objectifs budgétaires d'une année pleine si nous ne voulons pas réduire le soutien apporté à nos partenaires. Rappelons que :

- Notre association ne reçoit aucune subvention. Elle n'accepte aucune subvention ou aide de la part des gouvernements ou des ONG qui acceptent des financements publics. Le fonds de solidarité de l'ESSF est entièrement financé par



vos dons, et tous vos dons sont reversés à nos partenaires.

- L'ESSF aide des réseaux progressistes, militants, qui soutiennent les populations locales exposées aux catastrophes, à la pauvreté, à l'exploitation et à la répression. Nos partenaires s'engagent à soutenir l'auto-organisation de ces communautés.

Agir par temps de crise globale

L'Asie du Sud et du Sud-Est est directement touchée par la crise globale de la mondialisation et son impact socio-économique sur les travailleurs, mais il y a plus. Nos partenaires sont également actifs dans un large éventail d'autres domaines :

- La crise sanitaire. Une grande partie du soutien que nous avons pu envoyer a été utilisé pour aider les populations touchées par Covid-19. Cette pandémie connaît, selon les variants, les pays et les régions des hauts et des bas, mais elle n'est pas terminée. La diffusion par des voies inédites de la variole du singe nous rappelle, même si elle est moins dangereuse, que nous vivons des temps épidémiques. Nos partenaires soulignent le fait que les campagnes de vaccination et de protection de la santé des populations pauvres ne peuvent se limiter à une réponse Covid et ne perdront pas leur pertinence à l'avenir. L'offre de santé publique doit être protégée et améliorée, en prêtant attention à la réhabilitation sociale à long terme des secteurs populaires victimes de crises sanitaires chroniques, de soins de santé déficients, de blocages autoritaires, de chômage et de fermetures d'écoles..

- La crise climatique et écologique. L'accroissement des vagues de chaleur mortelle est déjà sensible dans la région, au Pakistan en particulier). La montée des eaux océaniques menace de submersion une grande partie du Bangladesh ou des plaines côtières des archipels indonésiens et philippins. Les cyclones gagnent en intensité et les sols s'érodent. Le déclin de la biodiversité s'accélère et la route des grands courants marins du Pacifique tend à se modifier, ce qui aura probablement des

conséquences considérables ? Nous sommes entrés dans une période où les diverses facettes de la crise écologique interagissent les unes avec les autres, avec un redoutable effet d'entraînement. Nos partenaires contribuent activement à renforcer la capacité des populations à s'organiser pour faire face à la catastrophe actuelle, notamment par l'adaptation de leurs modes de production et le renforcement de leurs réseaux d'entraide.

- La crise démocratique. Sous la botte de la junte militaire, la Birmanie vit une crise de légitimité totale, mais les dérives autoritaires sont à l'œuvre dans toute la région. Le retour au pouvoir du clan Marcos, 36 ans après le renversement de la dictature de Ferdinand Marcos Sr., en est un symbole. Le renforcement de courants religieux fondamentalistes dans toutes les communautés religieuses d'Asie aussi. Dans un tel contexte, les membres de nos organisations partenaires agissent sous menace constante. Cette menace peut prendre bien des formes : campagnes militaires (de la Birmanie à Mindanao, au sud des Philippines...), arrestations

arbitraires, escadrons de la mort, hommes de main et milices au service des possédants, accusations de blasphème ou d'atteinte à la sécurité nationale... Dans ces circonstances, l'aide financière que nous pouvons assurer représente aussi un précieux soutien moral et politique à l'égard de ces activistes qui se retrouvent quotidiennement en première ligne.

Nous remercions chaleureusement d'avance toutes celles et tous ceux qui pourront répondre à cet appel. **Adam Novak et Pierre Rousset**

POUR ENVOYER DES DONS

Chèques

Les chèques en euros seulement et payables en France à l'ordre d'ESSF doivent être envoyés à :

ESSF
2, rue Richard-Lenoir
93100 Montreuil
France

Banque

Crédit lyonnais
Agence de la Croix-de-Chavaux (00525)
10, boulevard Chanzy
93100 Montreuil
France
ESSF, compte n° 445757C

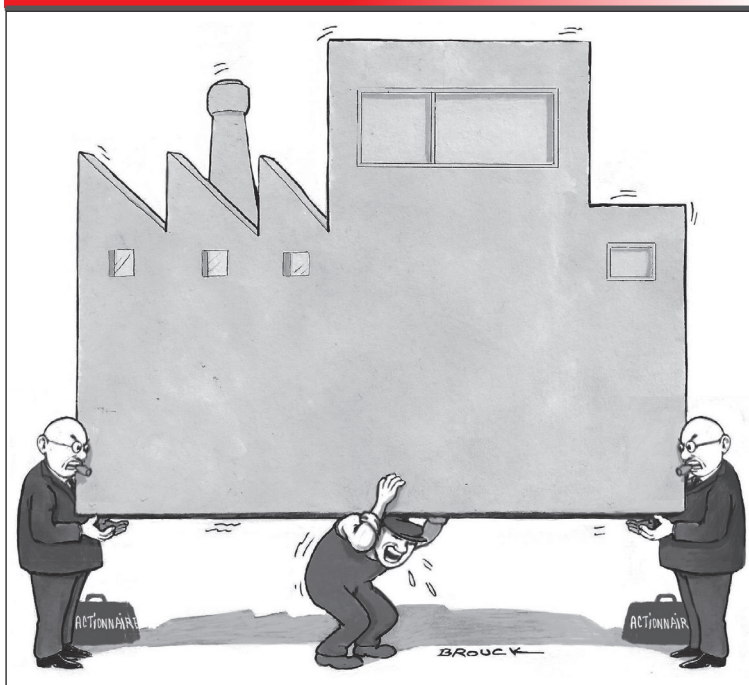
Références bancaires nationales (RIB)

Banque : 30002
Indicatif : 00525
N° de compte : 0000445757C
Clé : 12
Compte au nom de : ESSF

Coordonnées bancaires internationales

IBAN : FR85 3000 2005 2500 0044 5757 C12
BIC / SWIFT : CRLYFRPP
Compte au nom de : ESSF

L'image de la semaine



Vu ailleurs

COVID-19: SELON LA JUSTICE, L'ÉTAT EST FAUTIF

La justice administrative a estimé mardi 28 juin que l'État avait commis une faute en ne veillant pas à maintenir des stocks suffisants de masques avant l'épidémie de Covid-19, mais n'est pas allée jusqu'à le juger directement responsable de certains cas.

« L'État a commis une faute en s'abstenant de constituer un stock suffisant de masques permettant de lutter contre une pandémie liée à un agent respiratoire hautement pathogène », a déclaré le tribunal administratif de Paris dans une décision rendue mardi [28 juin].

Le tribunal a également estimé que l'État avait commis une faute en tenant des « déclarations qui ont pu avoir notamment pour effet de dissuader la population d'avoir recours à des masques ». Dans les premiers mois de la pandémie, début 2020, le flou avait régné sur l'intérêt de porter des masques chirurgicaux pour se protéger du Covid-19 ou éviter de le propager.

Le gouvernement avait, à l'époque, privilégié l'idée de réserver les masques aux soignants directement exposés aux malades, dans un contexte de stocks insuffisants.

Avec un stock d'État d'à peu près 100 millions d'unités, la France s'est en effet trouvée rapidement démunie, laissant parfois désemparés les professionnels de santé et d'autres métiers exposés, comme les caissières de supermarchés. Les critiques ont aussi visé la communication fluctuante du gouvernement sur le sujet. D'inutile pour le grand public, le masque est finalement devenu obligatoire dans les lieux clos en juillet 2020 et s'est généralisé partout à la fin de l'été.

Une trentaine de plaignants avaient donc attaqué l'État en justice, jugeant que cette attitude avait directement contribué au fait qu'ils attrapent le Covid.

Mais la justice ne leur a qu'en partie donné raison. S'il reconnaît que l'État a fauté sur sa gestion des masques, le tribunal juge qu'on ne peut pas établir un lien direct avec les contaminations des plaignants.

« Covid-19. Stock de masques insuffisant, mauvaise communication... L'État a "fauté", selon la justice », ouest-france.fr, 28 juin 2022.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

12€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo ☐ 6 mois 35 € ☐ 1 an 70 €	☐ 6 mois 25 € ☐ 1 an 50 €
Mensuel ☐ 6 mois 25 € ☐ 1 an 50 €	☐ 6 mois 20 € ☐ 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel ☐ 6 mois 60 € ☐ 1 an 120 €	☐ 6 mois 45 € ☐ 1 an 90 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert	☐ 3 mois 12 €

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Mensuel	Hebdo + Mensuel
Hebdo ☐ 17,5 € par trimestre	☐ 12,5 € par trimestre	☐ 30 € par trimestre

Tarif jeunes/chômeurs/précaires	Mensuel	Hebdo + Mensuel
Hebdo ☐ 12,5 € par trimestre	☐ 10 € par trimestre	☐ 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Numéro ICS : FR43ZZZ554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org